

**Arrêté d'autorisation environnementale n°272/DDPP/2023
relatif à l'exploitation d'une carrière de roche dure située sur la commune de Saint-Sixte et exploitée
par la Société SE CARRIÈRES VIAL au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'Environnement**

Le préfet de la Loire

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1^{er} du livre V
- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.23-19-2 et suivants, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;
- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1 et suivants, R.122-1 et suivants, L.181-1 et suivants, R.181-1.
- Vu** le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 et suivants, R.341-1 et suivants et L.363-1 et suivants ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
- Vu** la nomenclature des installations classées
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^o de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982 modifié relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du Territoire national ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes, complétant la liste nationale ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 9 juillet 1999 modifié fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-05 portant délégation permanente de signature à monsieur Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Étienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
- Vu** la demande de dérogation pour la destruction ou la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 616*01), la destruction, l'altération ou la dégradation de sites

de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées (Cerfa n° 13 614*01), déposée le 19/10/2021 par la société CARRIÈRES VIAL dans le cadre du présent projet ;

Vu l'arrêté régional n° 21-130 du 7 avril 2021 fixant la liste des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, le reboisement et les boisements compensateurs après défrichement.

Vu l'arrêté régional n° 22-139 du 30 mai 2022 portant modification de l'arrêté régional n°21-130 du 7 avril 2021 relatif à la fixation la liste des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, le reboisement et les boisements compensateurs après défrichement.

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2003 fixant le seuil des massifs forestiers dans lesquels l'autorisation de défrichement est obligatoire.

Vu l'arrêté préfectoral n°DT-15-1027 du 18 septembre 2015 fixant les mesures compensatoires auxquelles sont subordonnées les autorisations tacites de défrichement.

Vu le schéma régional des carrières de la région Auvergne Rhône Alpes approuvé par arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire Bretagne pour la période 2022-2027 ;

Vu les autres documents de planification applicables ;

Vu l'étude d'impact complète jointe à la demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 antérieurement délivré à la société SE CARRIÈRES VIAL pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Sixte ;

Vu la demande déposée le 21/01/2021, présentée par SE CARRIÈRES VIAL dont le siège social est situé à Le Peu - 42890 SAIL-SOUS-COUZAN, en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de sa carrière située sur la commune de Saint-Sixte ;

Vu l'accord exprès des propriétaires des parcelles objet de la demande de défrichement ;

Vu les mesures compensatoires proposées en application de l'article L 341-6 du code forestier.

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 18 juillet 2022 ;

Vu l'avis favorable du conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 30 mars 2023 ;

Vu la décision en date du 28 juillet 2022 du président du tribunal administratif de Lyon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 septembre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois, du 24 octobre au 25 novembre 2022 inclus sur le territoire de la commune de Saint-Sixte ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans cette commune de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis en date des 6 et 27 octobre 2022 dans Le Pays et 5 et 26 octobre 2022 dans La Tribune Le Progrès ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Sixte, Boën-sur-Lignon, L'Hôpital-sous-Rochefort, Trelins, Cezay, Leigneux, Debats-Rivière d'Orpra et Sail-sous-Couzan ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 6 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 20 juin 2023 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 juin 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 28 juin 2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'autorisation présenté le 21 janvier 2021, complété en dernier lieu le 13 mai 2022 par la société SE CARRIÈRES VIAL, concerne le renouvellement et l'extension de la carrière à ciel ouvert de roches massives au lieu-dit « La Goutte de l'Heur » sur le territoire de la commune de Saint-Sixte ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation sous la rubrique 2510.1 et soumises à enregistrement sous la rubrique 2515.1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que le site est déjà en activité, que le gisement est de qualité et que la situation géographique est favorable (en dehors de toute zone d'intérêt géologique et de toutes zones naturelles sous statut de protection réglementaire) ;

CONSIDÉRANT que le projet répond à de forts besoins en granulats (2eme ressource naturelle la plus consommée après l'eau en France);

CONSIDÉRANT que l'extension d'une exploitation existante permet de limiter les pollutions liées aux transports, comparé à l'ouverture d'une nouvelle carrière ;

CONSIDÉRANT que le projet répond par conséquent à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT que la solution proposée est celle présentant le moindre impact sur l'environnement, après analyse comparative de plusieurs scénarios ;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures pertinentes de suppression et de limitation des impacts en matière de faune et de flore ont été envisagées et sont retenues dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe, par conséquent, aucune solution alternative de moindre impact à la destruction des espèces et des habitats d'espèces tel qu'envisagé ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de dérogation, complétées ou précisées par les prescriptions mentionnées dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT les motifs de refus mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent et que le maintien de la destination des sols ne sont nécessaires pour aucun des motifs mentionnés à l'article L341-5 du Code forestier ;

CONSIDÉRANT que la décision d'autorisation de défrichement doit préciser expressément les conditions techniques et réglementaires relatives aux compensations forestières subordonnant une décision favorable, conformément à l'article L341-6 du code précité. Ces compensations forestières consistent, en l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou de reboisement pour une surface défrichée équivalente, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent. Ces équivalences peuvent être assorties d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5 en fonction du rôle économique, écologique et social des bois défrichés (article L341-6 1°) ;

CONSIDÉRANT que les rôles économiques, écologiques et sociaux des boisements objet du défrichement conduisent à établir un coefficient multiplicateur de 1,25 ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour éviter tout dommage aux habitats et espèces, d'adapter les périodes et modalités d'interventions des travaux ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement et de réduction apportées sont de nature à limiter l'impact du projet occasionné par le défrichement sur la faune et la flore ;

CONSIDÉRANT que le projet répond au schéma régional des carrières ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des conseils municipaux et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau en garantissant les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement notamment sur le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales, sur

l'incidence qualitative et quantitative des aménagements, sur les modalités de surveillance et d'entretien des ouvrages ;

CONSIDÉRANT que le mode de gestion des eaux pluviales retenu est compatible avec les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne ;

CONSIDÉRANT que le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable, sans aucune réserve ;

CONSIDÉRANT que les capacités techniques et financières du pétitionnaire permettent l'exploitation d'une carrière ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SE CARRIÈRES VIAL dont le siège social est situé à 14 avenue des rossignols – 42890 SAIL-SOUS-COUZAN est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Sixte, au lieu-dit « La Goutte de l'Heur », les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation unique tient lieu de :

- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;

Article 1.1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 autorisant pour une durée de 15 ans la société SE CARRIÈRES VIAL à exploiter une carrière de roche dure sur le territoire de la commune de Saint-Sixte sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2510.1	A	Exploitation d'une carrière de roches dures (renouvellement et extension)	Extraction et traitement des matériaux (granite)			Superficie totale : 140 540 m ² Rythme moyen d'exploitation : 135 000 t/an (+ 65 000 t/an transportés par voie ferrée) Rythme maximum d'exploitation : 149 000 t/an (+ 90 000 t/an transportés par voie ferrée)
2515.1.a	E	Installation de criblage et concassage de matériaux	Installation fixe avec un concasseur primaire à mâchoires, un crible équipé d'une grille de scalpage, un groupe de criblage-lavage avec cyclone, des tapis	Puissance maximale de l'ensemble des machines (kW)	> 200 kW	Puissance installée totale : 764 kW
2517.2	D	Station de transit de produits minéraux	Aire de stockage	Superficie (m ²)	> à 5000 m ² mais < ou égale à 10 000 m ²	Superficie de l'aire de transit : 10 000 m ²

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration) NC (Non Classé)

Pour mémoire, l'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivante:

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1.2.1.0.	NC	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : D'une capacité totale maximale < à 400 m ³ /heure et < à 2 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau	Prélèvement d'eau dans la rivière Le Lignon (pompage de débit inférieur à 2 % du débit d'étiage du cours d'eau)	< 100 m ³ /h
2.1.5.0 (2°)	D	Les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Zone d'exploitation	Emprise maximale interceptée : 101 863 m ²

Article 1.2.2 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles et lieux-dits présentés dans le tableau annexé au présent arrêté (Annexe « Parcelles cadastrales incluses dans le périmètre autorisé »)

La superficie totale autorisée est de **140 540 m²**.

Le plan cadastral est annexé au présent arrêté.

Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées

Concernant la carrière :

- La superficie exploitable est de 101 863 m²
- L'épaisseur maximale exploitable est de 180 mètres
- L'exploitation est limitée en profondeur à la côte 395 m NGF (carreau)
- Le volume des réserves est estimé à 4 500 000 tonnes
- Le volume des terres de découverte et stériles est estimé à 90 000 m³
- L'épaisseur moyenne de la découverte et des stériles est de 2,5 mètres.

Les apports de déchets inertes extérieurs au site pour le remblayage ne sont pas autorisés.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forestage dont il est titulaire.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

En application des articles L. 181-21 et L 181-28 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **30 années** à compter de la date de notification du présent arrêté.
Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement.

Article 1.5.5 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : **zone naturelle et écologique**.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt 6 mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- des interdictions ou limitations d'accès ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, et le cas échéant à l'article L.211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

1.6 RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1 Réglementation applicable

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, le code forestier, le code de l'environnement pour les espèces protégées, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du code du patrimoine et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

Article 1.6.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 2.1.2 - Jours et horaires de fonctionnement

L'établissement fonctionnera du lundi au vendredi, hors week-end et jours fériés, de 7 h à 19 h.

Exceptionnellement, l'établissement fonctionnera le samedi de 7h à 14h.

Les travaux de maintenance ne sont pas concernés par les dispositions du présent article

Article 2.1.3 Accès, voirie publique, circulation interne

L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 2.1.4 Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 2.1.5 Communication avec les riverains, élus et associations

En concertation avec la mairie, l'exploitant réunit **au moins une fois par an** une commission locale de concertation et d'information.

Cette commission comprend des représentants de la municipalité de Saint-Sixte, des représentants des riverains et des représentants des associations locales. L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi environnemental de son activité.

2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 - Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 – Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.4.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.5.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.6 BILANS PÉRIODIQUES

Article 2.6.1 Rapport annuel

L'exploitant s'adjoindra une personne ou un organisme qualifié, chargé d'assister l'exploitant pour le suivi du respect des dispositions du présent arrêté.

Cette personne ou cet organisme rendra compte sous la forme d'un rapport, au moins une fois par an, de l'état d'avancement des travaux de la carrière ainsi que des travaux de remise en état et du suivi environnemental (représentations paysagères, des mesures et contrôles réalisés et des faits marquants intervenus). Les difficultés rencontrées et les travaux prévus seront également présentés.

Le bilan de l'avancement des travaux d'exploitation et de réhabilitation sera réalisé sur la base des simulations présentées dans l'étude paysagère du dossier de demande initial (dossier de mars 2002, complété en dernier lieu le 13/05/2022).

Ce rapport est transmis chaque année à M. Le Préfet de la Loire et à l'inspection des installations classées. Il est commenté lors de la commission locale de concertation et d'information prévue à l'article 2.1.5 du présent arrêté.

3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :

- arrosage des pistes lorsque les conditions météorologiques l'imposent,
- stabilisation par arrosage, ou stockage dans des dispositifs de type silo, des produits les plus fins (0/4) et des stocks de granulats le nécessitant,
- aménagement et nettoyage des voies de circulation et des aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation ;
- stabilisation ou enrobage de la piste d'accès à la carrière, et ce de l'installation de traitement à la voie publique,
- limitation de la vitesse des engins de carrière à 20 km/h sur la voirie d'accès à la carrière et sur les pistes.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :

- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;
- brumisation ;
- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.

Le respect des mesures envisagées devra être attesté par la mise en place de procédures à destination du personnel.

Article 3.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

3.2 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

Article 3.2.1 Surveillance des retombées de poussières en l'absence d'utilisation de la voie ferrée

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés sont décrits et justifiés dans un rapport transmis à l'inspection des installations classées avant la première campagne de mesures. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les 2 ans, en période estivale.

Article 3.2.2 Surveillance des retombées de poussières dans le cas d'une utilisation de la voie ferrée

Dès la première mise en route de la voie ferrée pour le transport de matériaux extraits de la carrière et jusqu'à la date d'échéance de la présente décision, l'exploitant met en œuvre, et en lieu et place des dispositions de l'article 3.2.1 ci-dessus, les dispositions de surveillance prévues à l'article 19 alinéas 3 à 9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date d'ouverture de la voie ferrées.

Article 3.2.3 Émissions captées

Sans objet

4- PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 4.1.1 – Dispositions générales

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides.

Ce séparateur doit faire l'objet d'un entretien régulier, a minima, annuel.

Le ravitaillement et le petit entretien des engins sur chenille est réalisé sur un bac de rétention mobile.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

4.2 PRÉLÈVEMENTS ET REJETS

Article 4.2.1 - Conditions d'alimentation en eau

Les besoins en eau sont couverts par des apports en eau de ruissellement collectées sur le carreau de la carrière et par un pompage dans le milieu naturel (le Lignon), à l'exception du bungalow situé à l'entrée de la carrière qui est raccordé au réseau communal d'eau potable ; l'eau potable du réseau est utilisée uniquement pour la consommation humaine.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

L'exploitant transmettra, dans un délai de 6 mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, une étude visant l'utilisation des eaux pluviales pour alimenter le circuit de brumisation de l'installation de concassage/criblage, en lieu et place des eaux du Lignon.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans un registre.

Article 4.2.2 - Rejets dans le milieu naturel

- **Eaux de procédés :**

Les installations de traitement de la carrière permettent le lavage de matériaux, générant des eaux industrielles.

Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits.

- **Eaux usées :**

Les sanitaires sont reliés au réseau d'eaux usées communal.

- **Eaux pluviales :**

Après décantation dans des bassins de rétention, et réutilisation dans le cadre de l'activité, le « trop plein » est rejeté au milieu naturel, dans le Lignon.

Le dispositif de collecte des eaux de ruissellement respecte les prescriptions suivantes :

En fonction du phasage d'exploitation et du bassin versant intercepté, le système de rétention des eaux pluviales du site doit permettre de gérer les volumes pour la rétention d'une pluie d'occurrence trentennale et un débit de fuite maximal de 10 l/s/ha.

1-Système de rétention dit « Bassin haut » (déplacé au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation)

	Situation à 5 ans	Situation à 10 ans	Situation à 15 ans	Situation à 20 ans	Situation à 25 ans	Situation à 30 ans
Surface du bassin versant	59 000 m ²	67 700 m ²	67 700 m ²	69 600 m ²	76 100 m ²	70 100 m ²
Volume à collecter	1273 m ³	1466 m ³	1466 m ³	1508 m ³	1652 m ³	1519 m ³

Les eaux pluviales collectées par ce bassin d'orage s'infiltreront.

2-Système de rétention dit « Bassin intermédiaire » situé au sud du site

	Situation à 5 ans	Situation à 10 ans	Situation à 15 ans	Situation à 20 ans	Situation à 25 ans	Situation à 30 ans
Surface du bassin versant	15 300 m ²	19 000 m ²	19 100 m ²	21 500 m ²	13 400 m ²	20 000 m ²
Volume à collecter	303 m ³	385 m ³	387 m ³	441 m ³	261 m ³	407 m ³

Les eaux de ce bassin rejoignent le Lignon.

2-Système de rétention dit « Bassin bas » situé au sud du site

	Situation à 5 ans	Situation à 10 ans	Situation à 15 ans	Situation à 20 ans	Situation à 25 ans	Situation à 30 ans
Surface du bassin versant	13 000 m ²	13 000 m ²	13 000 m ²	13 000 m ²	13 000 m ²	13 000 m ²
Volume à collecter	252 m ³	252 m ³	252 m ³	252 m ³	252 m ³	252 m ³

Les eaux de ce bassin rejoignent le Lignon.

Article 4.2.3 – Entretien

Les bassins de rétention visés à l'article 4.2.2 sont curés au moins une fois par an. Les boues de curage sont réutilisées in-situ pour le réaménagement de la carrière.

L'entretien des bassins et des système d'épuration (déboureur-séparateur d'hydrocarbures) fait l'objet d'une procédure écrite.

Au début de chaque phase quinquennale, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une note justifiant le volume de rétention des bassins et la surface en eau.

Article 4.2.4 - Qualité des rejets dans le milieu naturel

Les eaux pluviales des bassins dits « Bassin intermédiaire » et « Bassin bas » se rejoignent en un point à l'entrée du site et sont rejetées dans le Lignon via une canalisation passant sous la RD1089.

Les valeurs maximales de rejet sont les suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l .

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Un contrôle de la qualité des rejets est réalisé, selon une fréquence annuelle, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé en matière de potabilité des eaux. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- pH
- MEST
- DCO
- Hydrocarbures totaux

Les résultats des contrôles sont communiqués à l'Inspection des installations classées.

5 – DÉCHETS PRODUITS

5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Article 5.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

Article 5.1.3 - Conditions d'entreposage

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4 – Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

Article 5.1.5 - Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées

Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière, un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les 5 ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

6.1 Dispositions générales

Article 6.1.1 – Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 6.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 - Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, - ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 6.2.3 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Cette première campagne de mesures intègre une justification du choix des points de mesures en fonction de la définition d'une ZER ; la localisation des points de mesures est adaptée si nécessaire.

Ces campagnes de mesures sont renouvelées en cas de plainte et, au minimum, tous les ans.

Ces mesures portent sur 3 points en zone à émergence réglementée (ZER) et 1 point en limite de propriété.

Le plan « Localisation des points de mesures de bruit » est annexé au présent arrêté.

Le choix des points de mesure peut être modifié en cas de plainte et selon les résultats de la première campagne de mesures prévue ci-dessus.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

6.3 VIBRATIONS

Article 6.3.1 - Vibrations (hors tirs de mine)

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 6.3.2 - Vibrations (liées aux tirs de mine)

Article 6.3.2.1 - Généralités

Le dispositif d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les tirs de mine ont lieu les jours ouvrables, toujours vers la même heure.

Le nombre de tirs est limité à 30 par an.

La charge unitaire (masse active par trou) maximale utilisée lors des tirs de mines est définie pour chaque tir par une société spécialisée en minage. La charge unitaire maximale d'explosif est limitée à 76 kg.

Article 6.3.2.2 - Information des tiers

L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima la commune, selon des modalités prédéfinies, au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

Le programme des opérations de tir (plan de tir, dates, horaires, quantités commandées) est transmis systématiquement à l'inspection des installations classées, avant la réalisation du tir.

6.3.2.3 Valeurs limite :

Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les 3 axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Article 6.3.2.4 - Mesures périodiques des vibrations

A chaque tir, une mesure de vibrations est réalisé au niveau d'une habitation au lieu-dit « Le Garet ». La pertinence de ce point de mesure est réévaluée, et le cas, échéant, modifié, en fonction de l'avancement de l'exploitation.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir mesurés ainsi que les résultats des mesures.

Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

- la date et l'heure du tir
- les vitesses particulières
- le lieu de l'enregistrement

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

7 - PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 7.1 - SUBSTANCES DANGEREUSES

L'exploitant constitue un registre comprenant l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) avec leurs fiches de données de sécurité et un plan général de localisation des stockages. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux.

ARTICLE 7.2 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.

Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie (installation de concassage criblage, stockages de produits combustibles, armoires électriques...).

Tous ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 7.3 - PLANS ET CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides),
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre de déchets verts, de déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

ARTICLE 7.4 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.5 - PRÉVENTION DES RISQUES DE PROJECTION LORS DES TIRS

Article 7.5.1 - Sécurisation du site

Avant chaque tir, l'exploitant et l'entreprise chargée du minage s'assurent de l'absence de passants (promeneurs, agriculteurs...) sur les voies d'accès à la carrière, les chemins forestiers et les chemins de desserte. Lors des tirs de mines, les accès au site et aux zones dangereuses sont bloqués par le personnel de la carrière.

Avant chaque tir de mine, un signal sonore prévient de l'imminence du tir (3 coups de sirène). Une fois le tir réalisé et après vérification de l'absence d'anomalie, un signal sonore (un coup de sirène) est émis pour lever les dispositions liées à la sécurité et à l'interdiction d'accès.

Par précaution, la circulation sur la RN89 sera interrompue lors des tirs de mines ; l'exploitant devra, si nécessaire, se faire assister par les autorités pour interrompre la circulation des véhicules.

8 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

8.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Article 8.1.1 - Aménagements préliminaires

Article 8.1.1.1 - Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

Article 8.1.1.2 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation;
- 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 8.1.1.3 - Réseau de dérivation des eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 8.1.1.4 - Dispositions préalables

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 2.1.3, 2.1.4, 8.1.1.1 à 8.1.1.3.

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L'exploitant notifie au préfet et à la mairie de Saint-Sixte la mise en service de la carrière.

Dans sa notification au préfet, il joint le document mentionné à l'article 11.2.1 (garanties financières).

Article 8.1.2 - Dispositions particulières d'exploitation

Article 8.1.2.1 - Déboisement, défrichement et décapage des terrains

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.

Article 8.1.2.2 - Extraction

Les 4 gradins supérieurs (entre les côtes 505 et 545 mètres NGF) ont une hauteur maximale de 10 mètres.

Les fronts inférieurs ont une hauteur maximale de 15 mètres.

La pente des gradins respecte les conditions suivantes :

- 45 ° pour les gradins supérieurs entre les entrées en terre et la côte 475 NGF,
- 70 ° maximum pour les gradins en-dessous de la côte 475 m NGF.

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur de 10 mètres minimum, en cours d'exploitation. Cette largeur est conservée dans le cadre de la remise en état.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

L'extraction est limitée à la côte 395 mètres NGF.

Article 8.1.2.3 - Mode d'exploitation

L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande.

Le mode d'exploitation est le suivant :

- (1) défrichement progressif, limité à la surface annuelle nécessaire à l'exploitation,
- (2) décapage de la découverte (stérile et terre végétale), limité à la surface annuelle nécessaire à l'exploitation,
- (3) stockage de la terre végétale et des stériles de découvertes séparément,
- (4) abattage de la roche à l'explosif,
- (5) traitement des matériaux par concassage/criblage (installation fixe).

Article 8.1.2.4 - Phasage d'exploitation

L'exploitation se déroule suivant le phasage d'exploitation défini dans le dossier de demande.

L'exploitation se déroule du Nord au Sud, par phases descendantes.

Le plan de phasage d'exploitation est annexé au présent arrêté.

	Exploitation	Remise en état
Phase 1 (0 à 5 ans)	Recul des fronts secteur Sud-Est entre les cotes 470 m NGF et 400 m NGF (côte du carreau) Recul des fronts en partie central du site vers l'Ouest et le Nord entre les cotes 505 m NGF et 430 m NGF	Remise en état coordonnée des fronts du secteur Sud-Est
Phase 2 (5 à 10 ans)	Recul des fronts vers l'Ouest entre les cotes 535 m NGF et 415 m NGF Création d'une vaste plateforme à la cote	Remise en état coordonnée des fronts créés entre les cotes 490 m NGF et 535 m NGF Reboisement sur l'ensemble des banquettes

	430 m NGF	du secteur Sud-Est
Phase 3 (10 à 15 ans)	Recul des fronts vers le Nord entre les cotes 505 m NGF et 430 m NGF	Reboisement des banquettes dans le secteur Nord-Ouest entre les cotes 490 m NGF et 515 m NGF
Phase 4 (15 à 20 ans)	Recul des fronts Sud-Ouest et Nord jusqu'en limite d'exploitation : - Sud-Ouest : entre les cotes 415 m NGF et 490 m NGF - Nord : entre les cotes 430 m NGF et 505 m NGF	Remise en état coordonnée des fronts Sud-Ouest entre les cotes 445 m NGF et 490 m NGF Remise en état coordonnée des fronts Nord entre les cotes 430 m NGF et 505 m NGF Reboisement des banquettes Ouest entre les cotes 460 m NGF et 475 m NGF Reboisement des banquettes Nord entre les cotes 460 m NGF et 490 m NGF
Phase 5 (20 à 25 ans)	Recul du front situé entre les cotes 415 et 430 m NGF Création d'une vaste plateforme à la cote 415 m NGF	Remise en état coordonnée du front situé entre les cotes 415 et 430 m NGF Reboisement des banquettes situées à 430 et 445 m NGF
Phase 6 (25 à 30 ans)	Extraction de la plateforme située à la cote 415 m NGF jusqu'à la cote finale du carreau (400 m NGF)	Remise en état coordonnée du front situé entre les cotes 400 et 415 m NGF Reboisement de la banquette située à 415 m NGF et du carreau à 400 m NGF

Article 8.1.2.5 - Distance limite et zone de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

La limite d'extraction se tiendra à une distance de 70 mètres de la RD 1089.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 8.1.2.6 - Suivi géotechnique

L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations des purges nécessaires à la sécurisation des fronts de taille.

L'exploitant fait réaliser un suivi géotechnique par un organisme compétent. Cet organisme assurera le suivi des travaux et leurs conformités aux plans et données du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Il interviendra sur ce site autant de fois que nécessaire et notamment à l'occasion des décapages et défrichement afin de vérifier les conditions structurales et l'absence d'accident géologique.

Dès le début de l'exploitation, cet organisme établira les profils qui serviront de référentiels et positionnera les têtes et pieds de talus à créer ainsi que les pentes à réaliser. Ce suivi fait l'objet d'un rapport écrit chaque année, transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant sollicite l'intervention rapide d'un organisme compétent en géotechnique en cas de détection d'anomalies.

Les anomalies relevées lors de ces opérations de surveillance sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2.7 - Remblayage avec des matériaux extérieurs au site

Le remblayage avec des matériaux extérieurs au site est interdit.

Article 8.1.2.8 - Circulation interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site).

Article 8.1.2.9 - Transport sur route

Le site est équipé d'au moins un système de pesée muni d'un dispositif enregistreur. Après chaque chargement, et avant la sortie de la carrière, les camions sont systématiquement pesés.

Des consignes strictes seront données aux conducteurs des véhicules relatives aux conditions de chargement et au respect des limitations de vitesse notamment dans la traversée des agglomérations.

Selon les conditions climatiques et selon les matériaux chargés, des dispositions seront prises pour limiter les envols de poussières ainsi que les pertes de matériaux.

Les bennes destinées au transport de matériaux pulvérulents sont systématiquement bâchées, lorsqu'elles sont équipées d'une bâche. Dans le cas contraire, l'arrosage de la benne est obligatoire.

L'exploitant s'assure de la propreté de la voirie publique à la sortie de la carrière. En tant que de besoin, un nettoyage des roues est réalisé avant la sortie sur la voie publique.

Article 8.1.3 - Registres et plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs, *hors d'eau et sous eau*,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.

Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et est conservé sur l'emprise de la carrière. Un exemplaire est transmis à l'inspection des installations classées.

9 – DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DE LA FAUNE & FLORE SAUVAGE

9.1 NATURE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1.1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales/avifaune protégées, à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales/avifaune protégées, et à l'interdiction d'enlever et détruire des spécimens d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande sus-visé,

Article 9.1.1 - La dérogation est délivrée pour les espèces animales suivantes :

	destruction de quelques spécimens	perturbation intentionnelle	destruction / altération d'habitat
OISEAUX			
Accenteur mouchet		x	x
Buse variable		x	x
Chouette hulotte		x	x
Coucou gris		x	x
Epervier d'Europe		x	x
Fauvette à tête noire		x	x
Fauvette grisette		x	x
Grimpereau des jardins		x	x
Loriot d'Europe		x	x
Mésange à longue queue		x	x
Mésange bleue		x	x
Mésange charbonnière		x	x
Mésange huppée		x	x
Mésange nonnette		x	x
Pic épeiche		x	x
Pic vert		x	x
Pinson des arbres		x	x
Pipit des arbres		x	x
Pouillot de Bonelli		x	x
Pouillot véloce		x	x
Rossignol philomèle		x	x
Rougegorge familier		x	x
Troglodyte mignon		x	x
Bondrée apivore		x	x
Engoulevent d'Europe		x	x
Pic noir		x	x
CHIROPTERES			
Barbastelle d'Europe		x	x

Murin sp.		X	X
Pipistrelle sp.		X	X
Pipistrelle de kuhl			X
Sérotine commune, sérotine de Nilsson			X
Vespère de Savi			X
Noctule commune , Noctule de Leisler , Grande Noctule		X	X
REPTILES & AMPHIBIENS			
Coronelle lisse	X	X	X
Lézard des murailles	X	X	X
Lézard vert occidental	X	X	X
Orvet fragile	X	X	X
Crapaud commun	X	X	X
Grenouille agile	X	X	X

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble des obligations qui lui sont faites de la part de l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés par la présente dérogation.

Article 9.1.2 – Périmètre de la dérogation

Le bénéficiaire se conforme strictement au périmètre défini sur les cartes localisant les mesures en faveur du patrimoine naturel.

9.2 LES MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté respectent les engagements pris dans le dossier de demande de dérogation et sont subordonnés au respect des conditions suivantes :

Article 9.2.1 - Mesure d'évitement total des secteurs sensibles (MV 1)

Le projet évite les trois secteurs suivants :

- Les fronts de taille relativement anciens, vers le sud de la carrière actuelle, à fort enjeu pour la nidification du Grand-duc d'Europe et de l'Hirondelle de rochers ;
- Les pelouses calcaréo-siliceuses et habitats associés de la zone d'étude, notamment les habitats très ouverts situés sur le versant surplombant le Lignon et l'Anzon ;
- L'étroit fond de thalweg mésohygrophile de la Goutte.

Par ailleurs, les bassins de décantation sont préservés par le projet et utilisés dans les mêmes conditions que celles mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation actuelle.

En outre, un secteur initialement prévu dans la demande d'extension, mais abritant une trentaine de pieds de Pulsatille rouge, est évité. Afin de s'assurer que ces stations sont effectivement évitées, ces dernières sont repérées sur un plan topographique par un géomètre expert dès le début de la poursuite d'exploitation. Des dispositifs de protection adaptés à chaque emplacement sont mis en place (clôture, grillage, piquets visibles...) et permettent d'éviter largement les stations concernées (bande de dix mètres minimums conservée autour des stations de plantes protégées, exploitation autorisée uniquement en aval des stations). De ce fait, les conditions de milieux restent inchangées au niveau des stations de plantes protégées.

Par ailleurs, aucune activité perturbante ne doit avoir cours sur ces zones et leurs abords (circulation d'engins, stockage de matériaux...). Seules des mesures de gestion écologique des habitats, entre autres en faveur des espèces patrimoniales, peuvent éventuellement être réalisées.

Article 9.2.2 – Travaux préalables réalisés en période de moindre sensibilité pour la faune (MR1)

Sur l'ensemble du périmètre d'extension de la carrière, les travaux préalables à l'exploitation en carrière des terrains de l'extension (travaux de déboisement, de défrichement et de décapage de la couche superficielle de sol) sont obligatoirement réalisés en septembre-octobre, période de faible sensibilité pour les oiseaux et les chiroptères et de sensibilité moyenne pour les amphibiens.

Article 9.2.3 – Abattage doux des arbres propices aux chiroptères (MR2)

Les arbres à abattre mais présentant des potentialités en tant que gîtes pour l'hivernage ou l'estivage des chiroptères sont au préalable localisés précisément par GPS et marqués sur le terrain. Leur coupe est ensuite réalisée en septembre-octobre. Avant tout abattage, un écologue est mobilisé pour vérifier l'absence de chiroptères dans les cavités et anfractuosités. La chute des arbres est amortie par un tapis de branchages. Une fois au sol, l'arbre est coupé en tronçons de deux mètres et la présence de chiroptères est vérifiée pour chaque tronçon. Les tronçons sont laissés au sol au minimum 48h, permettant ainsi aux éventuels chiroptères encore présents de s'échapper d'eux-mêmes.

9.3 LES MESURES COMPENSATOIRES

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté respectent les engagements pris dans le dossier de demande de dérogation et sont subordonnés au respect des conditions suivantes :

Article 9.3.1 – Élimination du Robinier faux-acacia et veille relative à l'Ambroisie (MC1)

Les arbres de Robinier sont éliminés lors du déboisement des parcelles concernées par chaque phase d'extension. Des tentatives d'arrêt de la colonisation du Robinier, voire son éradication, sont également réalisées sur certaines friches de la carrière et dans les parcelles bénéficiant de mesures destinées à améliorer les fonctionnalités du milieu pour la biodiversité. Les robiniers des parcelles concernées sont éliminés soit par des coupes répétées jusqu'à épuisement des spécimens, soit par cerclage (réalisation de deux entailles circulaires, à hauteur d'homme et distantes de 10 cm, de quelques centimètres de profondeur, jusqu'à l'aubier). En cas de cerclage, pour des raisons de sécurité, des panneaux signalant un risque de chute d'arbres sont temporairement posés aux principaux accès des bois concernés et les éventuels ayants droits sont directement informés du risque de chute d'arbres.

En cas de présence d'Ambroisie sur le site, conformément aux dispositions du code de la santé publique par ses articles 1338-1 et suivants et à l'arrêté préfectoral n°2019-039 du 18/07/2019, l'exploitant élabore et met en œuvre un plan de lutte contre l'Ambroisie à feuilles d'armoises. La carte des mesures compensatoires dans l'environnement proche du projet est annexée au présent arrêté.

Article 9.3.2 – Pose de gîtes à chiroptères dans des milieux favorables proches du projet (MC2)

Avant toute destruction d'habitat d'espèce, une vingtaine de gîtes artificiels en bois, adaptés pour les chauves-souris, sont posés dans des arbres au sein de milieux favorables sur des parcelles appartenant à l'entreprise SE CARRIÈRES VIAL, aux abords du projet. Les modèles de gîtes sont adaptés aux chiroptères potentiellement impactés et la hauteur et l'orientation des implantations sont choisis avec l'aide d'un expert écologue. Ces gîtes sont posés de préférence après toute éventuelle intervention

lourde sur le couvert végétal environnant (élimination sélective d'essences comme le Robinier par exemple...), mais dans tous les cas avant abattage des arbres de l'emprise du projet. Chaque gîte sera contrôlé périodiquement, entretenu et remplacé si nécessaire, durant les 30 ans d'autorisation. La carte des mesures compensatoires dans l'environnement proche du projet est annexée au présent arrêté.

Article 9.3.3 – Création d'hibernacula favorables à l'herpétofaune (MC3)

Trois gîtes terrestres, appelés hibernaculum, sont créés dès la première année en bordure ou à proximité de l'emprise du projet :

1. le premier dans la parcelle 1167, à l'angle nord-est de l'extension et dans la bande des dix mètres non exploitables, soit à proximité de la partie amont du thalweg de la Goutte (emplacement favorable aux amphibiens par sa proximité d'un milieu localement plus humide),
2. le deuxième dans la parcelle 1171, à l'angle nord-ouest de l'extension et dans la bande des dix mètres non exploitables (à quelques dizaines de mètres de la prairie de fauche et des lisières qui l'encerclent),
3. le troisième dans la parcelle 1393 (secteur hors emprise du projet), en lisière de la chênaie pubescente, à proximité de la mosaïque de pelouses calcaréo-siliceuses et habitats associés, sans toutefois impacter ces derniers habitats sensibles.

Deux autres hibernacula sont créés dans des parcelles propriété de SE CARRIÈRES VIAL près du lieu-dit « Les Fenouilles », sur les parcelles 1134 et 1057 et 1134.

Pour que ces gîtes soient attrayants, ils ont une largeur d'au moins 2 mètres et une hauteur d'un mètre, l'ensemble pouvant former un talus linéaire, une butte paysagère, etc. La réalisation de ces aménagements est encadrée par un expert écologue.

La carte des mesures compensatoires dans l'environnement proche du projet est annexée au présent arrêté.

Article 9.3.4 – Opération de réouverture d'un groupe de parcelles embroussaillées, en vue de recréer une mosaïque d'habitats semi-ouverts (MC4)

Un vaste ensemble de parcelles d'un seul tenant d'environ 4,2 hectares, situé près du lieu-dit « Chadenat » (au sein du « bois de la Goutte Noyeuse »), un peu au nord de la Fabrique, bénéficie d'opérations de réouverture du milieu.

Sur ces parcelles appartenant toutes à SE CARRIÈRES VIAL et très embroussaillées, des débroussailllements sont réalisés pour recréer des secteurs propices aux habitats et espèces de milieux ouverts, notamment :

- Pelouses calcaréo-siliceuses de l'Europe centrale (habitat d'intérêt communautaire 6210) ;
- Pulsatille rouge (espèce protégée en Rhône-Alpes) ;
- Lunetière du granite (plante présente dans un faible nombre de mailles dans la région Rhône-Alpes, mais non protégée) ;
- Engoulevent d'Europe (oiseau d'intérêt communautaire) ;
- Espèces protégées liées aux habitats semi-ouverts, notamment certains oiseaux et reptiles.

La réouverture du milieu est réalisée par débroussaillage mécanique accompagné de quelques travaux de bucheronnage localisé d'arbres, notamment d'essences exotiques telles que le Pin noir ou le Robinier faux-acacia, avec évacuation des produits de coupe ou stockage dans des sous-bois proches ou concernés par les autres mesures. On conservera toutefois 10 à 30% de ligneux sur cet ensemble de parcelles, sous forme de bosquets arbustifs ou arborés, afin d'obtenir une mosaïque d'habitats semi-ouverts, avec de nombreux ourlets et lisières. L'ensemble de ces travaux sont réalisés entre N+1 et N+3, en fin d'automne ou en hiver, soit à une période de faible sensibilité pour la faune de ces milieux.

Après réalisation de ces travaux de débroussaillage, le milieu sera maintenu ouvert pendant toute la durée d'exploitation de la carrière et de sa remise en état :

- Coupe régulière et partielle des rejets ligneux en automne ou en hiver, à une fréquence adaptée au maintien de la mosaïque de milieux semi-ouverts sur cet ensemble de parcelles, tout en conservant des secteurs embroussaillés ;
et/ou
- Gestion pastorale de la majeure partie de cet ensemble de parcelles avec chargement et modalités de pâturage définis par une convention de gestion conforme au maintien de la mosaïque de milieux semi-ouverts et aux sensibilités des espèces patrimoniales présentes ou à favoriser sur ces parcelles.

La carte des mesures compensatoires dans l'environnement proche du projet est annexée au présent arrêté.

Article 9.3.5 – Gestion de boisements en faveur d'une plus grande biodiversité (MC5)

Des parcelles forestières d'intérêt équivalent ou de potentiel équivalent à celui des boisements détruits sur la zone du projet ainsi qu'une vieille peupleraie, sont gérées en vue d'améliorer les fonctionnalités du milieu par la prise de différentes mesures :

- Réalisation par un expert forestier d'un plan de gestion de l'ensemble des parcelles concernées.
- Mesures sylvicoles destinées à améliorer la flore forestière et la typicité des boisements : lutte active destinée à contenir voire éliminer les espèces exotiques invasives, notamment le Robinier faux-acacia, soit par coupes successives jusqu'à épuisement, soit par cerclage. Si ces opérations créent des clairières de plus d'une centaine de mètres carrés, ces clairières sont replantées avec des essences arborées locales adaptées ;
- Implantation d'une vingtaine de gîtes à chiroptères sur des emplacements adaptés validés par un écologue (cf. mesure dédiée) ;
- Mise en place d'îlots de sénescence au sein des boisements : pas d'exploitation forestière des boisements, arbres morts laissés sur pied, ou à défaut sur le sol de la parcelle si des motifs de sécurité l'exigent.
- Ces boisements peuvent accueillir du bois mort potentiellement intéressant pour les chiroptères ou les insectes xylophages, en provenance d'autres parcelles appartenant à l'entreprise SE CARRIÈRES VIAL, sur la commune de Saint-Sixte. Les opérations de déplacement du bois mort sont alors réalisées entre septembre et février.

La surface globale de parcelles forestières gérées à proximité du site est d'environ 22 500 m². La surface globale des parcelles forestières gérées sur les terrains éloignés du site est d'environ 19 000 m² au Sud-Est du hameau de Ciergues, d'environ 43 000 m² au Nord-Ouest du hameau de Ciergues et environ 1 685 m² pour la gestion d'une vieille peupleraie en faveur des chiroptères. La gestion se fera pendant toute la durée de l'autorisation de la carrière (30 ans).

La carte des mesures compensatoires éloignées du projet est annexée au présent arrêté.

Article 9.3.6 – Mesures d'amélioration lors du réaménagement final (MC6)

Lors du réaménagement final, certains fronts de taille sont conservés et aménagés en faveur du Grand-duc d'Europe et de l'Hirondelle de rochers : conservation et aménagement de cavités, de gradins et de corniches inaccessibles pour les prédateurs terrestres. Ces aménagements ne concernent que de nouveaux linéaires de fronts de taille par rapport à la situation actuelle. Aucun aménagement ne concernera les fronts actuels déjà favorables et déjà utilisés par ces espèces.

Par ailleurs, deux nouveaux hibernacula sont créés dans le carreau de la carrière : un près des bassins de décantation et un près de la combe de la Goutte.

La carte des mesures compensatoires dans l'environnement proche du projet est annexée au présent arrêté.

9.4 LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI

Article 9.4.1 – Accompagnement par un expert écologue

Un accompagnement scientifique permanent est assuré par un ou plusieurs experts écologues pour :

- les suivis de certains travaux (choix d'implantation de gîtes à chiroptères, balisage des travaux, etc.).
- les suivis écologiques pendant toute la durée de l'exploitation de la carrière et du réaménagement.

Article 9.4.2 – Suivis écologiques

Deux types de suivis écologiques sont réalisés sur toute la durée d'autorisation :

- suivis pour caractériser l'état de conservation et l'évolution de quelques espèces indicatrices permettant d'apprécier l'efficacité des mesures engagées.
- suivis complémentaires pour apprécier la typicité et la variété de certains cortèges faunistiques, ainsi que le maintien, dans ce secteur, des espèces protégées recensées lors de l'état initial sur la zone d'étude.

Des passages en journée permettent la caractérisation rapide des cortèges avifaunistiques : l'ensemble des oiseaux vus (notamment à l'aide de jumelles) et/ou entendus sont notés.

Un passage crépusculaire est réalisé en juin – juillet pour rechercher l'Engoulevent d'Europe, à proximité des habitats favorables pour cette espèce et particulièrement dans la mosaïque d'habitats semi-ouverts restaurée et gérée pour cette espèce près du lieu-dit « Chadénat ». L'expert doit tenter d'estimer le nombre de mâles chanteurs.

Les gîtes à chiroptères sont inspectés chaque année de suivi, à une période limitant le dérangement sur les espèces concernées. Les nichoirs sont inspectés pendant la période d'estivage et de jour (ouverture du gîte, identification de la ou des espèces éventuellement présentes, sans manipulation des individus, dénombrement des spécimens et caractérisation, lorsque c'est possible, des mâles, femelles ou juvéniles).

Les hibernacula sont scrutés de loin à l'aide de jumelles pour repérer les amphibiens et reptiles. Sur chaque année de suivi, deux passages sont réalisés entre mi-avril et fin août. Les observations opportunistes d'amphibiens et reptiles réalisées sur l'ensemble de la carrière et ses abords sont également notées (points d'eau notamment).

L'année N étant l'année d'obtention de la nouvelle autorisation, ces suivis sont réalisés les années suivantes : N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30, N+35. Compte tenu de l'éloignement de certaines parcelles, ces protocoles nécessitent en tout environ six à huit passages entre fin mars et fin juillet.

Chaque année de suivis fait l'objet d'un rapport écrit transmis à l'inspection des installations classées.

Article 9.4.3 – Mesures correctives et complémentaires

Si les suivis prévus à l'article 9.4.2 du présent arrêté mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à l'Inspection des installations classées pour validation. Le Préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 9.4.4 – Fourniture de données

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires au renseignement de cet outil par ses services dans un délai de **3 mois** suivant la notification de l'arrêté de dérogation. Le maître d'ouvrage fournit, *a minima*, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et doivent être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses éventuels avenants visés par cet arrêté. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, *a minima*, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté (par exemple : MC1. xxxxxxxxx).

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Article 9.4.5 – Contrôle

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L172-5 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L172-11 du code de l'environnement.

10 – DÉFRICHEMENT

10.1 NATURE DE L'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Article 10.1.1 – Désignation des parcelles

Le bénéficiaire désigné à l'article 1.1.1 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie de 02 ha 78 a 40 ca les parcelles suivantes :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelle	Surface de la parcelle (m²)	Surface à défricher par parcelle (m²)
Saint Sixte	Goutte de l'Heur	C	1320	3476	2488
			1321	2420	2112
			1322	2911	2535
			1323	4344	2385
			1324	3876	2711
			1337	4502	129
			1338	1474	505
			1342	1984	180
			1343	770	770
			1344	1161	280
			1345	628	487
			1346	1130	414
			1353	1126	9
			1393	8822	275
	1394		5153	2372	
	1396		2238	1881	
	1397		2373	1530	
	1398		2938	2350	
	1399		6125	3273	
	Goutte de l'Heur		1650	10457	1154
Total					27840

Le plan de phasage de défrichage et le tableau des emprises de défrichage par phase sont annexés au présent arrêté.

10.2 LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Conformément à l'article L.341-6 et L341-9 du code forestier, l'autorisation de défrichement, délivrée à l'article 10.1.1 du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes :

Article 10.2.1 – Mesures préventives :

Les mesures préventives seront prises avant toute opération de coupes et de défrichement et pendant la phase des travaux. Il sera prévu sur l'ensemble du projet :

- Au regard de l'ensemble des problématiques naturalistes (flore, habitats naturels, faune, avifaune, et chiroptères), un suivi environnemental du chantier sera mis en place par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 9.4.2 de la présente décision.
- Afin de respecter les périodes de reproduction, les travaux d'abattage préalables au défrichement seront réalisés dans les conditions prévues à l'article 9.2.2 de la présente décision.

Article 10.2.2 – Mesures de réduction :

- Les rémanents et souches issus des arbres abattus et dessouchés devront être évacués ou traités sur place (broyage...) afin d'éviter le risque d'incendie et de développement d'agents pathogènes pour les peuplements voisins ;
- Mesures liées à la gestion des eaux : les eaux pluviales et de ruissellement issues des zones défrichées seront gérées suivant les dispositions définies au chapitre 4.1 et à l'article 8.1.1.3 de la présente décision
- Gestion des lisières : les travaux d'abattage seront effectués sans abîmer tant au niveau aérien que souterrain les arbres conservés.

Article 10.2.3 – Mesures de compensation

Le coefficient défini en application de l'article L341-6 du code forestier et appliqué à la présente décision est de 1,5. Le défrichement fera l'objet d'une compensation visant à reboiser une surface 5,2495 ha dont 4,1760 ha minimal (2,7840ha x1,5) au droit des parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelle	Surface de la parcelle (m ²)	Surface à reboiser par parcelle (m ²)
			1275		2533
			1280		4827
			1281		895
			1282		76
			1283		3323
			1284		8
			1286		106
			1287		470

Saint Sixte	Goutte de l'Heur	C	1288		2835
			1289		1040
			1320		1288
			1321		1963
			1322		2158
			1323		1920
			1324		683
			1325		475
			1328		1084
			1329		1226
			1331		20
			1332		6
			1333		4260
			1334		205
			1335		1003
			1337		3643
			1338		1064
			1339		1405
			1340		419
			1341		33
			1343		599
			1345		415
			1347		776
			1393		292
			1394		1995
	Les Rossays		1396		1662
			1397		2395
			1398		2573
			1399		2497
	Goutte de l'Heur		1650		323
Total				52495	

Le plan de phasage de reboisement et le tableau des emprises des reboisements par phase sont annexés au présent arrêté.

Les boisements compensateurs composés d'une strate arbustive (2 à 5 m de hauteur) accompagnée d'une strate arborée (6 à 12 m de hauteur) viseront à constituer à terme une formation boisée.

Le choix des essences dites « essences forestières principales » et leurs régions de provenance constituant la strate arborée conduite en « arbres de haut jet » devront être conformes aux dispositions de l'arrêté régional n° 21-130 du 7 avril 2021 modifié fixant les matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État.

Les densités minimales reportées dans le tableau « Densités minimales à observer pour les reboisements » annexé au présent arrêté devront être respectées.

Les travaux de reboisement prévus en compensation de chaque phase de défrichement ainsi que les opérations indispensables à la bonne fin de l'opération (travaux préparatoires) devront être réalisés dans un délai de cinq ans à partir du terme de chacune de ces tranches. L'absence de réalisation des mesures compensatoires définies au présent article dans un délai de 5 ans à partir du terme de chacune des tranches entraînera le rétablissement des terrains défrichés de la tranche concernée en nature de bois et forêt dans un délai maximum de 3 ans.

11 – REMISE EN ÉTAT ET GARANTIES FINANCIÈRES

11.1 REMISE EN ÉTAT

Article 11.1.1 – Objectif de remise en état

Le site fera l'objet d'une remise en état au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.
L'objectif de la remise en état est de recréer une zone naturelle et écologique (cf. « Plan de masse de la remise en état » et « Coupes de la remise en état – Planches 1 et 2 » annexés au présent arrêté).

Le projet comporte les opérations de réaménagement suivantes :

- 1/ une zone humide au point bas du site,
- 2/ des fronts abrupts, purgés et partiellement déstructurés pour certains
- 3/ des zones boisées d'espèces locales,
- 4/ réaménagement du carreau incluant le régallage avec les terres de découverte et stériles provenant du site.

Une banquettes de 10 mètres de largeur minimum sera conservée entre chaque front.

L'exploitant devra réaliser les travaux de végétalisations suivants :

- sur le carreau : boisement avec des espèces locales,
- sur les talus supérieurs : boisement avec des espèces locales

Les boisements sont réalisés conformément au titre 10 « Défrichement » du présent arrêté.

11.2 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 11.2.1 – Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 11.2.2 – Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Les schémas relatifs aux garanties financières (phases 1 à 6) annexés au présent arrêté présentent les surfaces exploitées, et les surfaces remises en état pour chaque phase.

Le montant de référence des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

Période	Montant des garanties financières
Phase 1 (0 à 5 ans)	287 980 €
Phase 2 (5 à 10 ans)	396 648 €
Phase 3 (10 à 15 ans)	325 077 €
Phase 4 (15 à 20 ans)	259 456 €
Phase 5 (20 à 25 ans)	180 873 €
Phase 6 (25 jusqu'à la levée de l'obligation des garanties financières par arrêté préfectoral)	138 917 €

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- Indice TP01 de mars 2023 = $128,9 \times 6,5345 = 842,3$
- TVA = 20 %

À compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times (1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)$$

Avec :

- Index n : dernier indice TP01 connu au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières
- TVA n : taux de TVA applicable au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières
- Index R : indice TP01 à la date de calcul des GF dans le DAE
- TVA R : TVA à la date de calcul des GF dans le DAE

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

Article 11.2.3 - Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement .

Article 11.2.4 - Actualisation des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP 01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 11.2.5 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 11.2.6 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune intéressée.

12 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-ÉXECUTION

ARTICLE 12.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon:

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 12.2 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée en mairie de Saint-Sixte et peut y être consulté ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Saint-Sixte pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé au conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Cezay, Bussy-Albieux, Arthun, Boën-Sur-Lignon, Leigneux, Trelins, Sail-Sous-Couzan, Palogneux, Debats-Riviere-D'orpra, Saint-Laurent-Rochefort, L'hôpital-Sous-Rochefort ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 12.3 – EXÉCUTION

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental des territoires de la Loire et le directeur de l'Agence régionale de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Saint-Sixte et à la société SE CARRIÈRES VIAL.

Saint-Étienne, le 30 juin 2023

Pour le Préfet et par délégation

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- CARRIERES VIAL
14 avenue des Rossignols
42890 SAIL SOUS COUZAN.
- SousPréfecture de Montbrison
- Mairies de SAINT SIXTE, CEZAY, BUSSY-ALBIEUX, ARTHUN, BOËN-SUR-LIGNON, LEIGNEUX, TRELINS, SAIL-SOUS-COUZAN, PALOGNEUX, DEBATS-RIVIERE-D'ORPRA, SAINT-LAURENT-ROCHEFORT, L'HOPITAL-SOUS-ROCHEFORT
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UID 42/43
- Monsieur Michel ZOBOLI, commissaire enquêteur
- Archives
- Chrono

ANNEXE

Parcelles cadastrales incluses dans le périmètre autorisé

RENOUVELLEMENT :

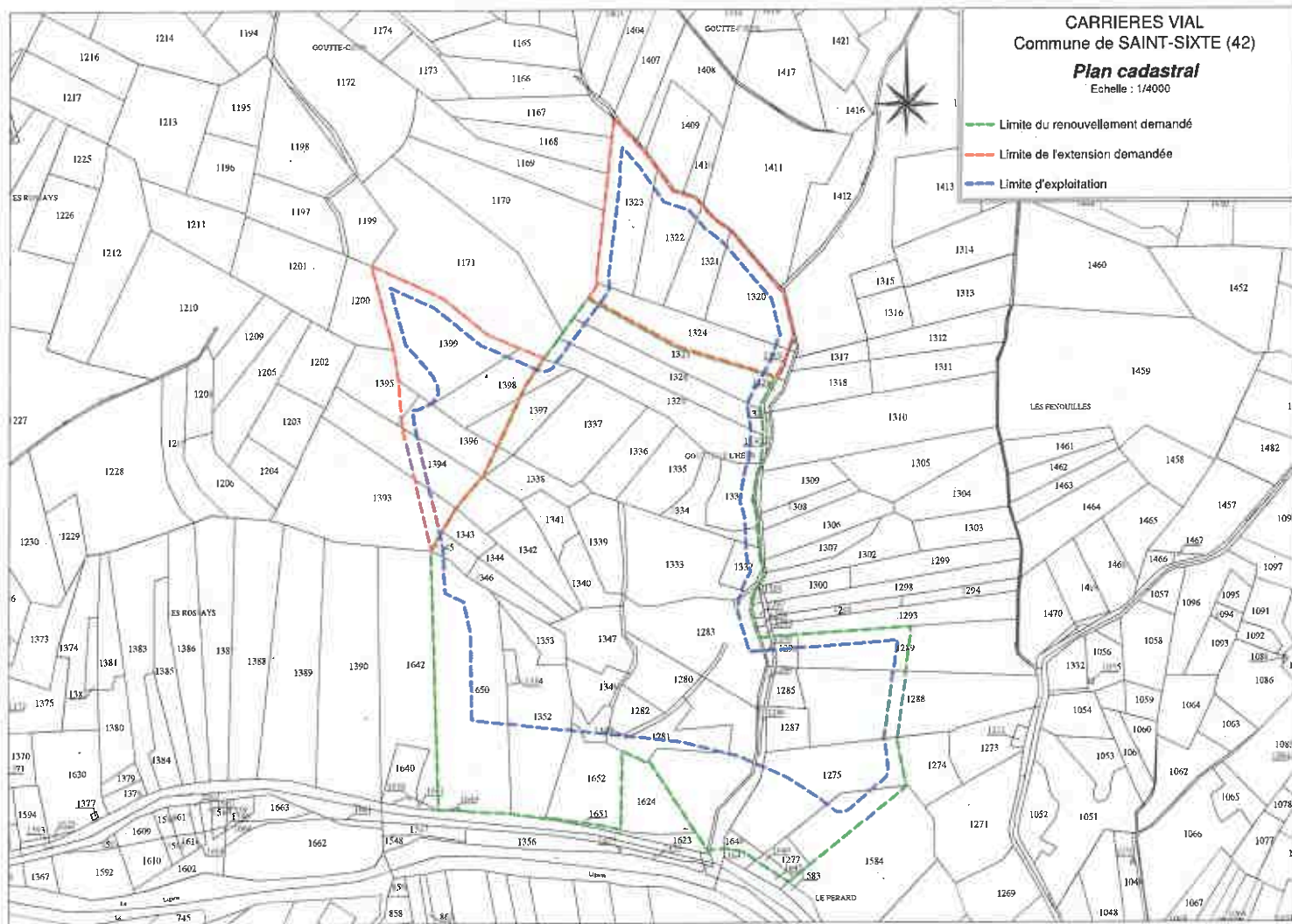
SECTION	LIEU-DIT	NUMERO DE PARCELLE	SUPERFICIE CADASTRALE	SUPERFICIE CONCERNEE PAR L'AUTORISATION
C	Le Pérard	1275	6 318 m²	6 318 m²
		1277	549 m²	549 m²
	Goutte de l'Heur	1280	6 925 m²	6 925 m²
		1281	2 211 m²	2 211 m²
		1282	905 m²	905 m²
		1283	5 792 m²	5 792 m²
		1284	108 m²	108 m²
		1285	758 m²	758 m²
		1286	71 m²	71 m²
		1287	1 152 m²	1 152 m²
		1 288 (pour partie)	8 550 m²	4 500 m²
		1289 (pour partie)	6 215 m²	2 610 m²
		1 290	446 m²	446 m²
		1 291	119 m²	119 m²
		1 325	3 165 m²	3 165 m²
		1 328	3 217 m²	3 217 m²
		1 329	4 182 m²	4 182 m²
		1 331	1 860 m²	1 860 m²
		1 332	906 m²	906 m²
		1 333	5 156 m²	5 156 m²
		1 334	1 418 m²	1 418 m²
		1 335	2 516 m²	2 516 m²
		1 336	2 269 m²	2 269 m²
		1 337	4 502 m²	4 502 m²
SECTION	LIEU-DIT	NUMERO DE PARCELLE	SUPERFICIE CADASTRALE	SUPERFICIE CONCERNEE PAR L'AUTORISATION
C	Goutte de l'Heur	1 338	1 474 m²	1 474 m²
		1 339	2 366 m²	2 366 m²
		1340	1352 m²	1352 m²
		1341	1186 m²	1186 m²
		1342	1984 m²	1984 m²
		1343	770 m²	770 m²
		1344	1161 m²	1161 m²
		1345	628 m²	628 m²
		1346	1130 m²	1130 m²
		1 347	2 494 m²	2 494 m²
		1 348	1 398 m²	1 398 m²
		1 349	586 m²	586 m²
		1 352	5 698 m²	5 698 m²
		1 353	1 126 m²	1 126 m²
		1 354	283 m²	283 m²
	Les Rossays	1 394 (pour partie)	5 153 m²	1 430 m²
		1 396 (pour partie)	2 238 m²	350 m²
		1 397 (pour partie)	2 373 m²	1 880 m²
		1 398 (pour partie)	2 938 m²	580 m²
	Le Pérard	1 584 (pour partie)	9 736 m²	2 080 m²
		1 650	10 457 m²	10 457 m²
		1 652	3 471 m²	3 471 m²
		1646	202 m²	202 m²
		1648	263 m²	263 m²
Total.....				106 004 m²

Superficie totale de la partie en renouvellement : 106 004 m²

EXTENSION :

SECTION	LIEU-DIT	NUMERO DE PARCELLE	SUPERFICIE CADA STRALE	SUPERFICIE CONCERNEE PAR L'AUTORISATION
C	Goutte de l'Heur	1 320	3 476 m²	3 476 m²
		1 321	2 420 m²	2 420 m²
		1 322	2 911 m²	2 911 m²
		1 323	4 344 m²	4 344 m²
		1 324	3 876 m²	3 876 m²
	Les Rossays	1 399	6 125 m²	6 125 m²
		1 393 (pour partie)	8 822 m²	734 m²
		1 394 (pour partie)	5 153 m²	2 931 m²
		1 395 (pour partie)	2 375 m²	196 m²
		1 396 (pour partie)	2 238 m²	2 212 m²
		1 397 (pour partie)	2 373 m²	2 373 m²
		1 398 (pour partie)	2 938 m²	2 938 m²
Total.....			34 536 m²	

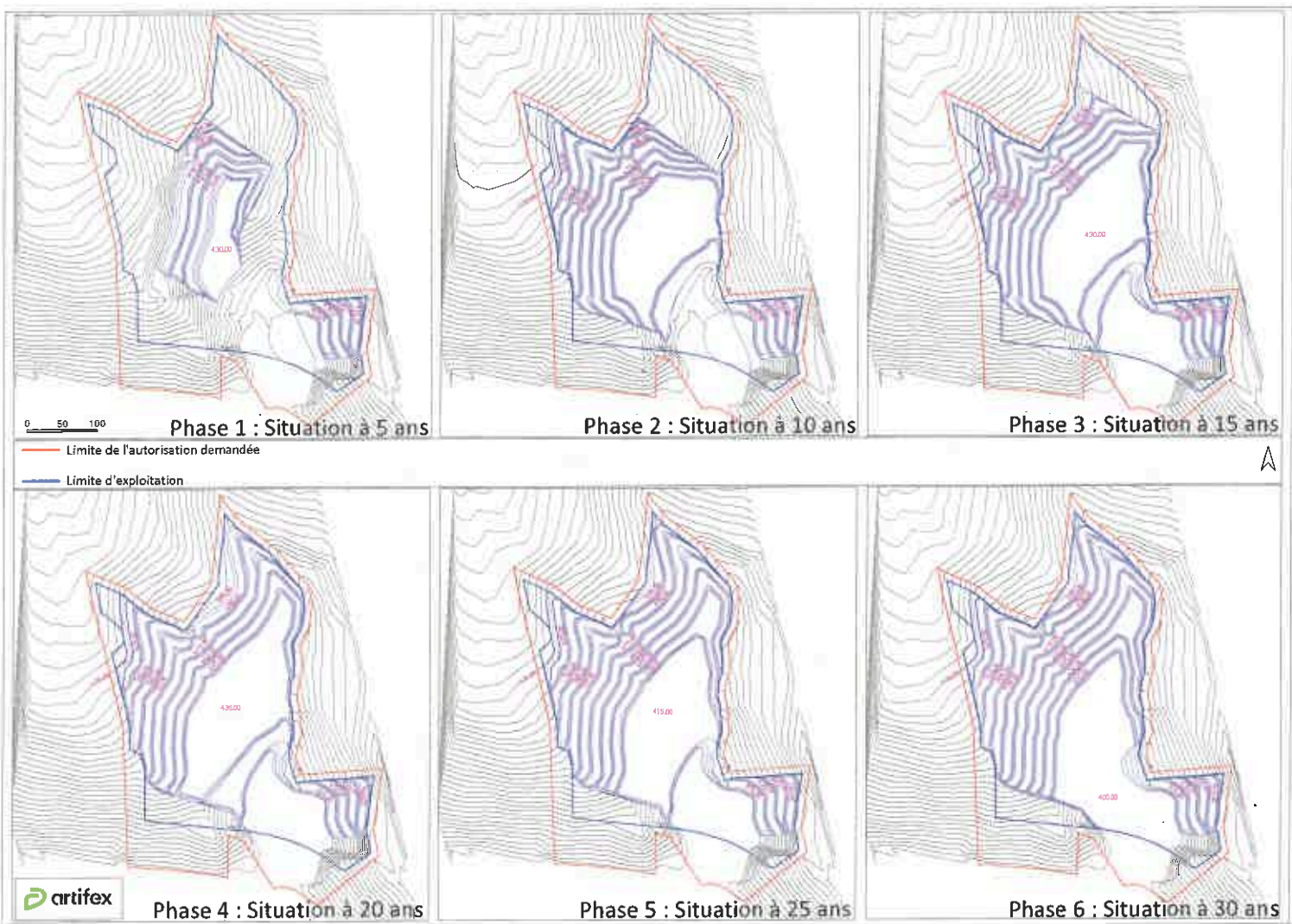
Superficie totale de la partie en extension : 34 536 m²



Localisation des points de mesures de bruit



Implantation des points de mesure (source Google Earth)



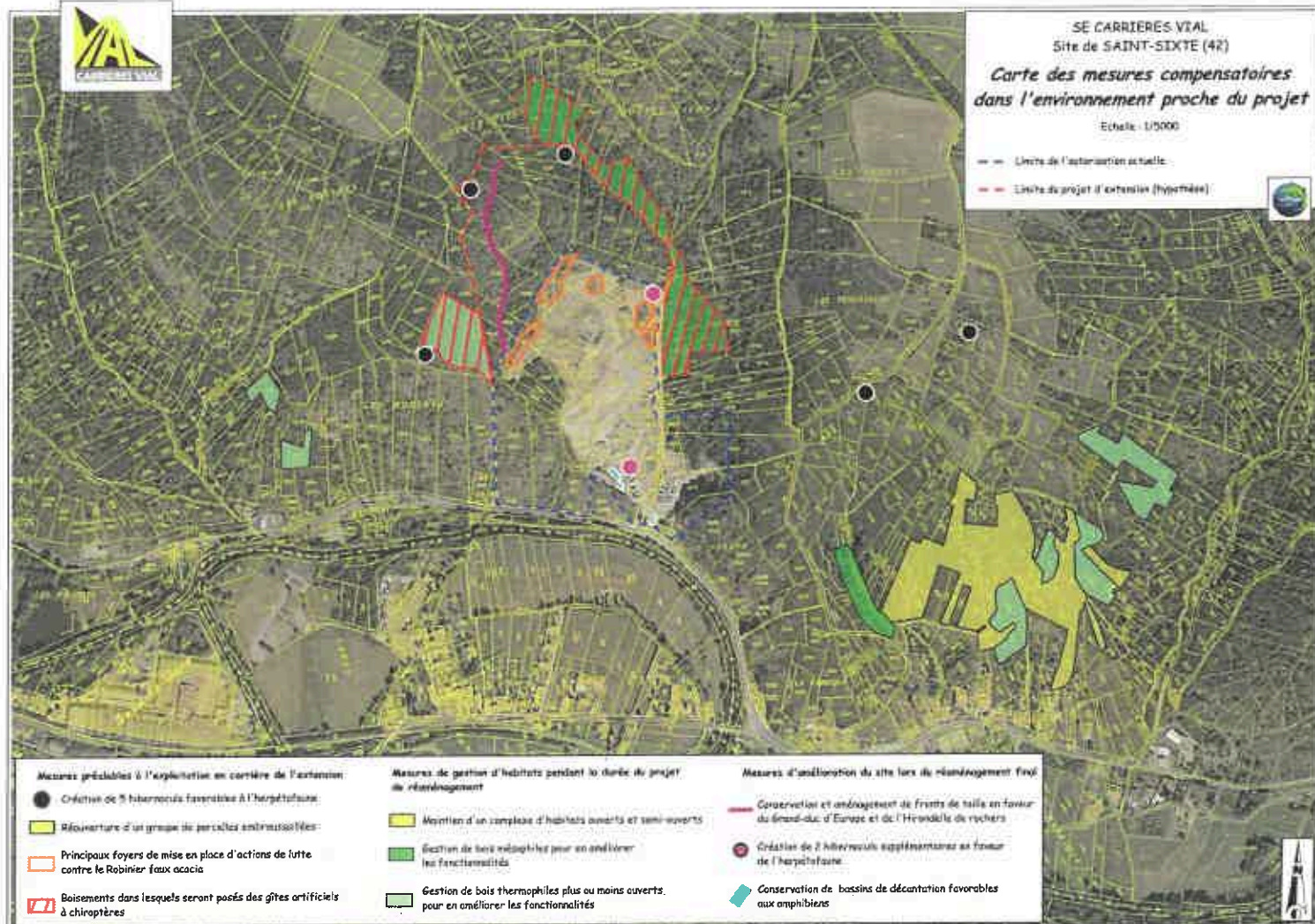


SE CARRIÈRES VIAL
Site de SAINT-SIXTE (42)

Carte des mesures compensatoires dans l'environnement proche du projet

Echelle : 1/5000

— Limite de l'extension actuelle
- - - Limite du projet d'extension (hypothèse)



Mesures prévisibles à l'exploitation en carrière de l'extension

- Création de 5 habitats favorables à l'herpétofaune
- Réouverture d'un groupe de parcelles arborées
- Principaux foyers de mise en place d'actions de lutte contre le Robinier faux acacia
- ▨ Boissements dans lesquels seront posés des gîtes artificiels à chiroptères

Mesures de gestion d'habitats pendant la durée du projet de réaménagement




- Maintien d'un complexe d'habitats ouverts et semi-ouverts
- Gestion de bois mélopiles pour en améliorer les fonctionnalités
- Gestion de bois thermophiles plus ou moins ouverts pour en améliorer les fonctionnalités

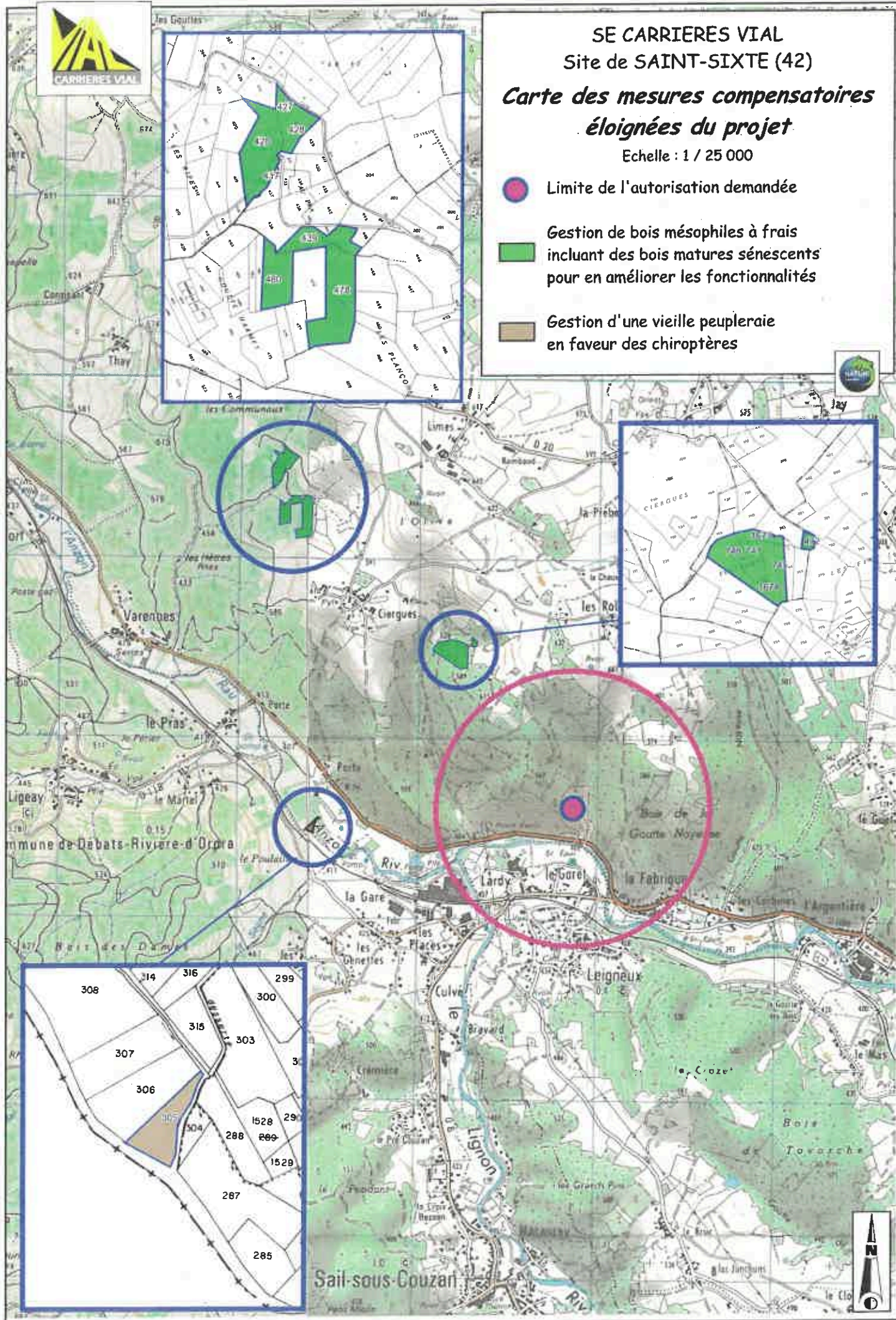
Mesures d'amélioration du site lors du réaménagement final

- Conservation et aménagement de frêts de taillis en faveur du Grand-duc d'Europe et de l'Hirondelle de rochers
- Création de 2 habitats supplémentaires en faveur de l'herpétofaune
- Conservation de bassins de décantation favorables aux amphibiens

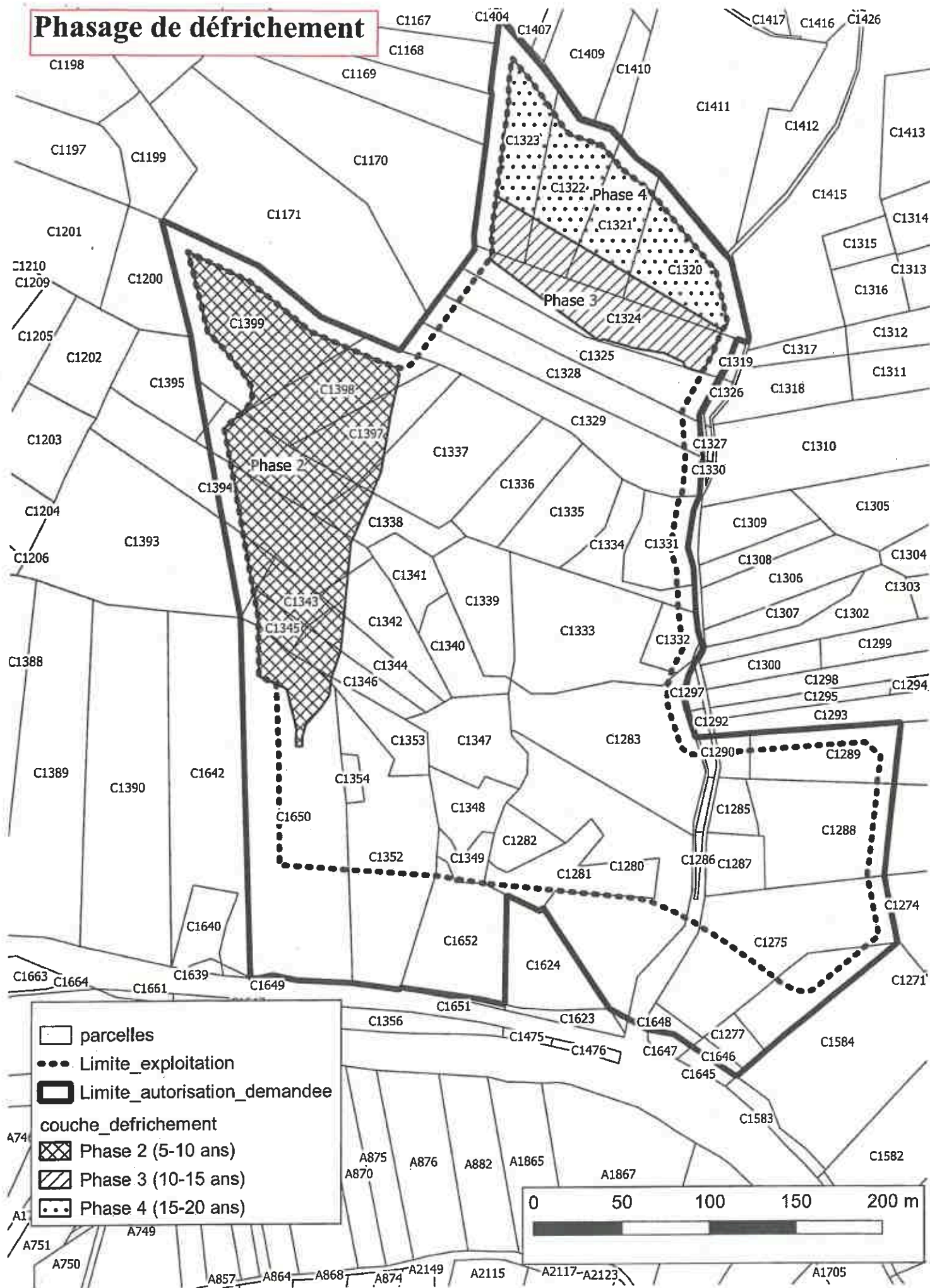
*Carte des mesures compensatoires
éloignées du projet*

Echelle : 1 / 25 000

-  Limite de l'autorisation demandée
-  Gestion de bois mésophiles à frais
incluant des bois matures sénescents
pour en améliorer les fonctionnalités
-  Gestion d'une vieille peupleraie
en faveur des chiroptères



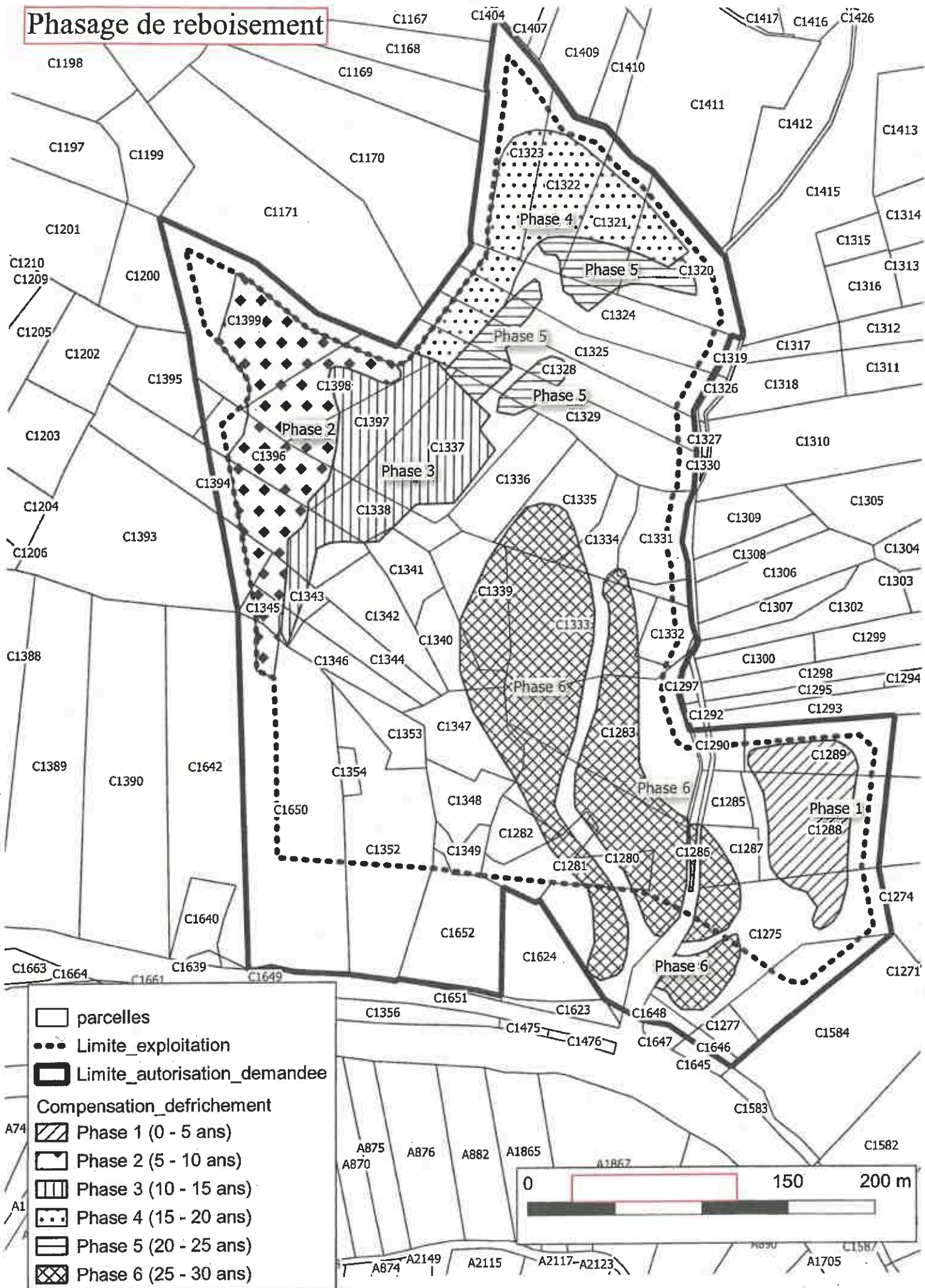
Phasage de défrichement



DÉFRICHEMENT
Emprises des défrichements par phase

Commune	Phase	Section	Parcelle	Surface à défricher par parcelle (m²)	Surface à défricher par phase (m²)
Saint Sixte	Phase 1 (0-5 ans)			0	0
	Phase 2 (5-10 ans)	C	1337	129	15609
			1338	505	
			1342	180	
			1343	770	
			1344	280	
			1345	487	
			1346	414	
			1353	9	
			1393	275	
			1394	2372	
			1396	1881	
			1397	1530	
			1398	2350	
			1399	3273	
			1650	1154	
	Phase 3 (10-15 ans)	C	1320	468	4997
			1321	571	
			1322	627	
			1323	620	
			1324	2711	
	Phase 4 (15-20 ans)	C	1320	2020	7234
			1321	1541	
			1322	1908	
			1323	1765	
	Phase 5 (20-25 ans)				0
	Phase 6 (25-30 ans)				0
TOTAL					27840

Phasage de reboisement



MESURES COMPENSATOIRES
Emprises des reboisements par phase

Commune	Phase	Section	Parcelle	Surface à reboiser par parcelle (m²)	Surface à reboiser par phase (m²)
Saint Sixte	Phase 1 (0-5 ans)	C	1275	631	4506
			1288	2835	
			1289	1040	
	Phase 2 (5-10 ans)	C	1343	344	8942
			1345	299	
			1393	292	
			1394	1309	
			1396	1457	
			1397	496	
			1398	1925	
			1399	2497	
			1650	323	
	Phase 3 (10-15 ans)	C	1337	3342	8214
			1338	1064	
			1341	33	
			1343	255	
			1345	116	
			1394	686	
			1396	205	
			1397	1865	
			1398	648	
	Phase 4 (15- 20 ans)	C	1320	641	7010
			1321	1128	
			1322	1950	
			1323	1491	
			1324	433	
			1325	475	
			1328	486	
			1329	394	
			1397	12	
	Phase 5 (20- 25 ans)	C	1320	647	4122
			1321	835	
			1322	208	
			1323	429	
			1324	250	
			1328	598	
			1329	832	
			1337	301	
			1397	22	
	Phase 6	C	1275	1902	19701
			1280	4827	
			1281	895	
			1282	76	
			1283	3323	
			1284	8	
			1286	106	

MESURE COMPENSATOIRE

Densités minimales à observer pour les reboisements

Essences	Densité initiale minimale (plants/ha)	Densité initiale minimale cumulée (toutes essences confondues plants/ha)	Objectif à 5 ans
<u>Arbres de haut jet :</u> <u>essences forestières principales :</u> Chênes pubescent et pédonculé ;	1100*	2000	900 plants / ha minimum*, régulièrement réparties ; taille de formation réalisée, houppiers dégagés de la végétation concurrente
<u>Arbres de haut jet :</u> <u>essences forestières d'accompagnement :</u> Érables champêtre, Alisier blanc,	400		300 plants / ha minimum, régulièrement réparties ; taille de formation réalisée, houppiers dégagés de la végétation concurrente
<u>Arbustes hauts :</u> Aubépine monogyne, Noisetier commun, Cerisier de sainte-Lucie, Charme commun.	500		200 plants / ha minimum toutes essences confondues, régulièrement réparties ; houppiers dégagés de la végétation concurrente
<u>Arbustes bas :</u> Prunellier, Fusain d'Europe, Cornouiller sanguin.			

* Densité minimale requise pour les essences objectifs

Figure 66 – Plan de masse de la remise en état (source : DURAND PAYSAGE)

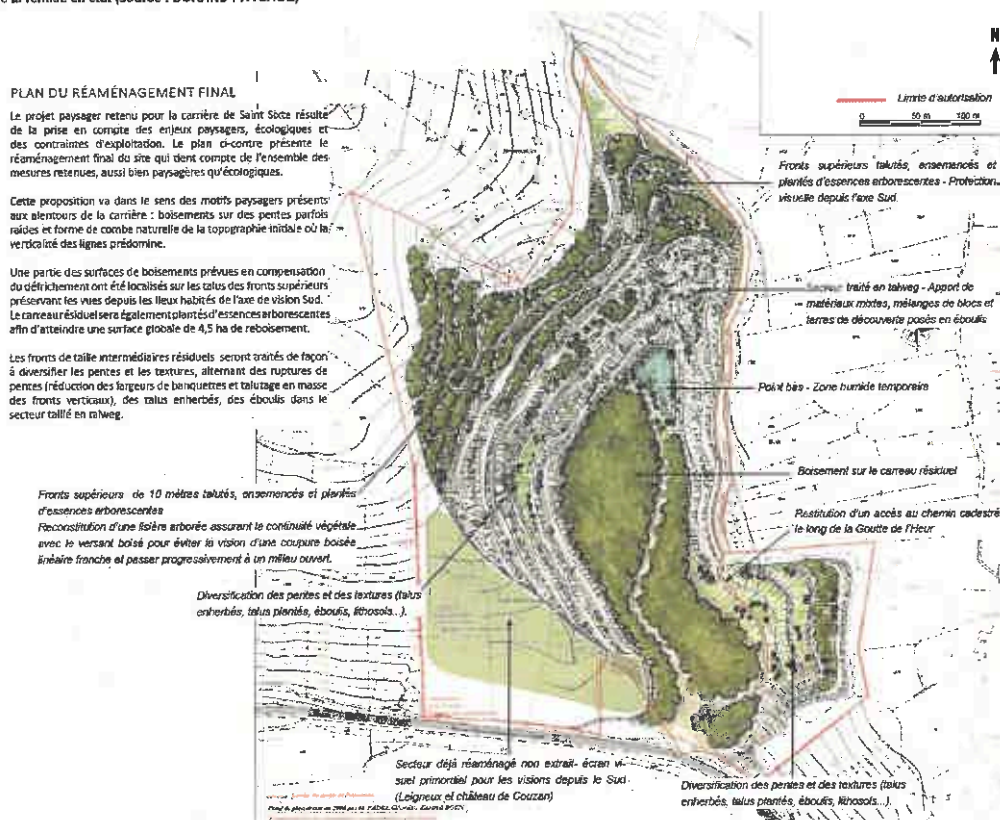


Figure 67 – Coupes de la remise en état – Planche 1 (source : DURAND PAYSAGE)

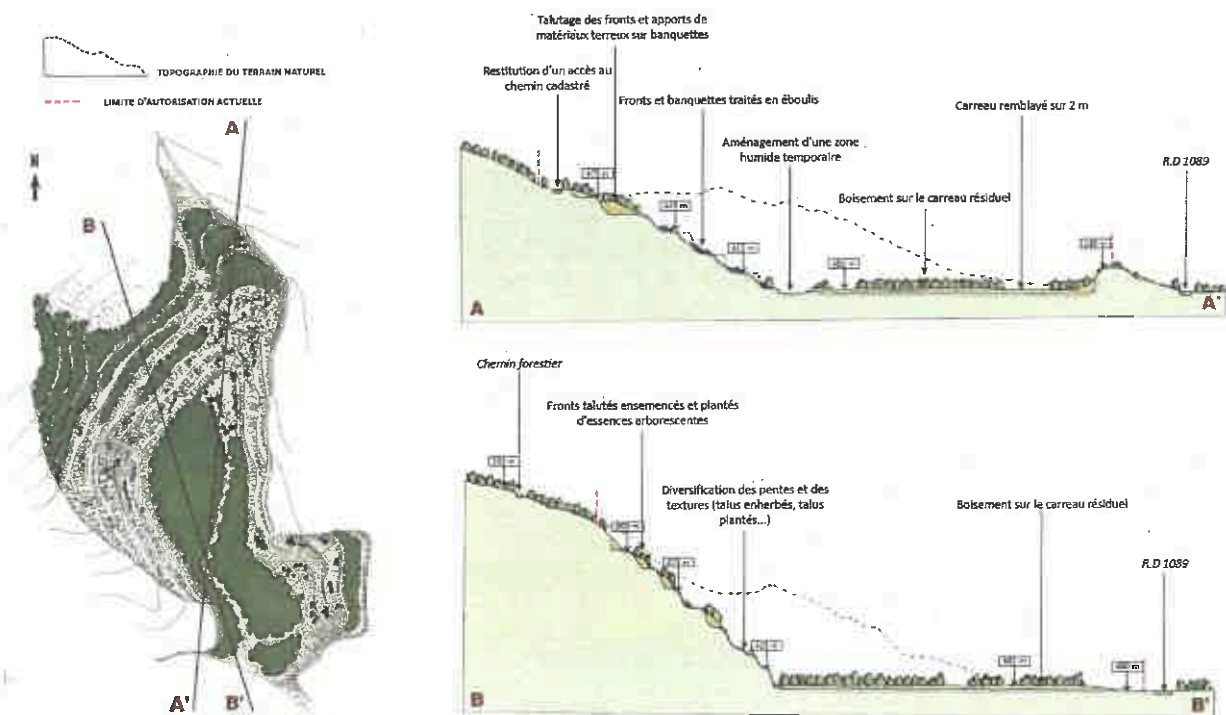
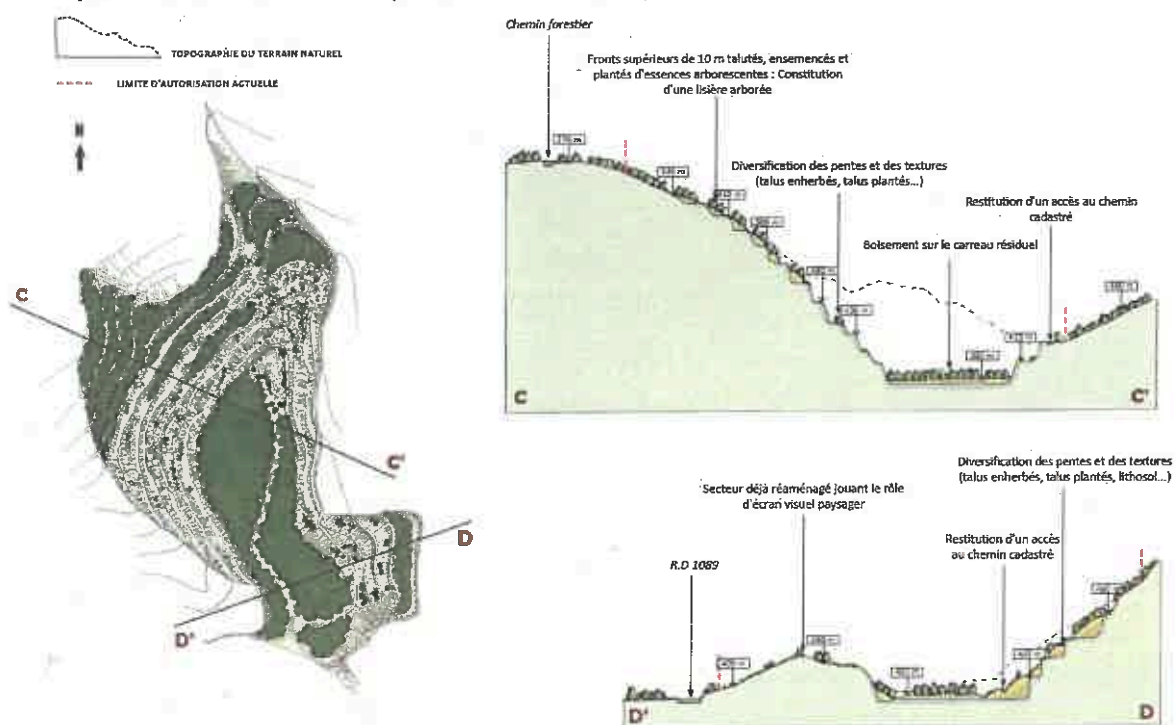
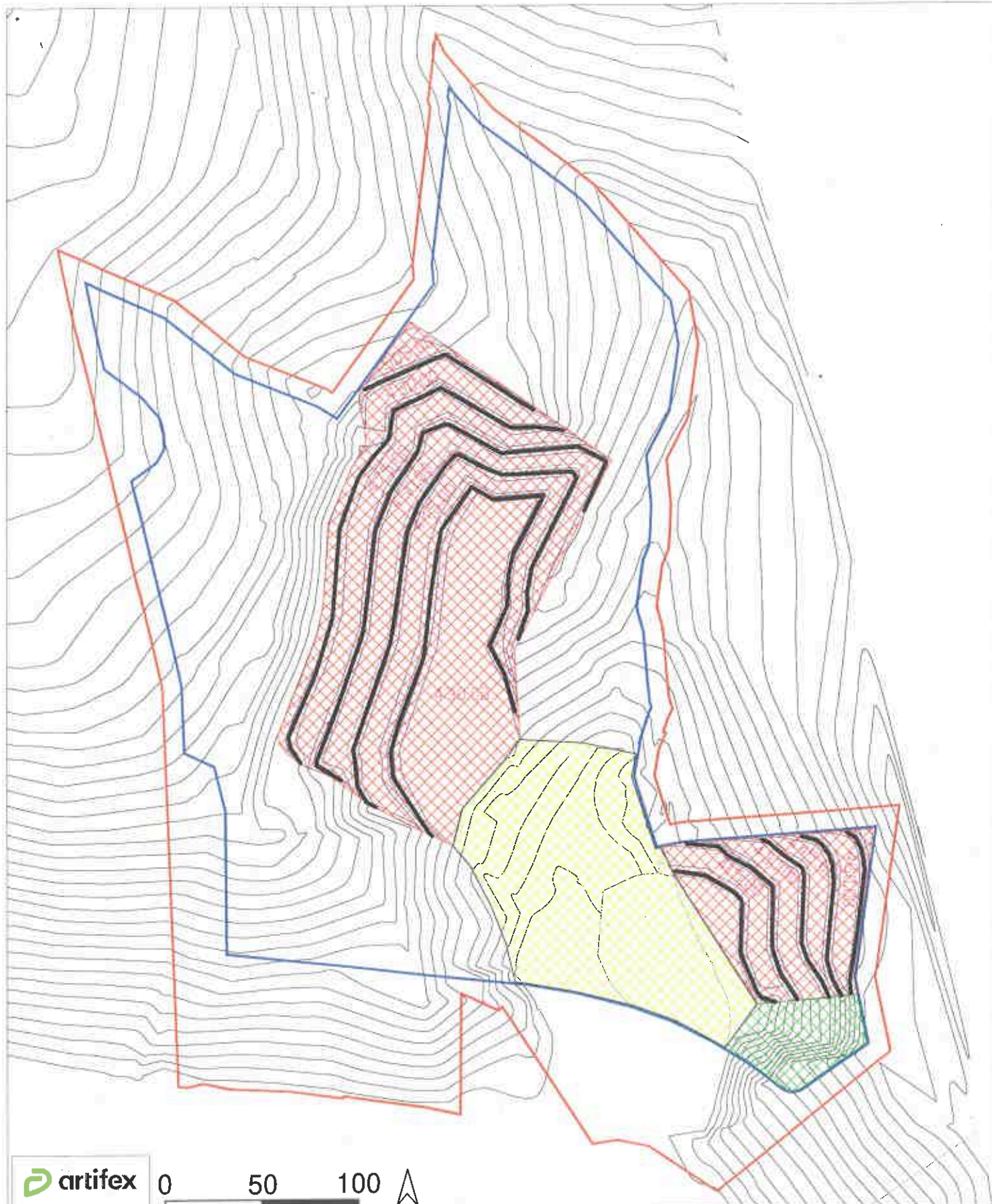


Figure 68 – Coupes de la remise en état – Planche 2 (source : DURAND PAYSAGE)





Garanties financières
Phase quinquennale n°1 (de 0 à 5 ans)

— Limite de l'autorisation demandée
 — Limite d'exploitation

- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- S2 : Surface en chantier
- S3 : Surface des fronts en exploitation
- S4 : Surface remise en état



0 50 100

Garanties financières Phase quinquennale n°2 (de 5 à 10 ans)

Limite de l'autorisation demandée

Limite d'exploitation

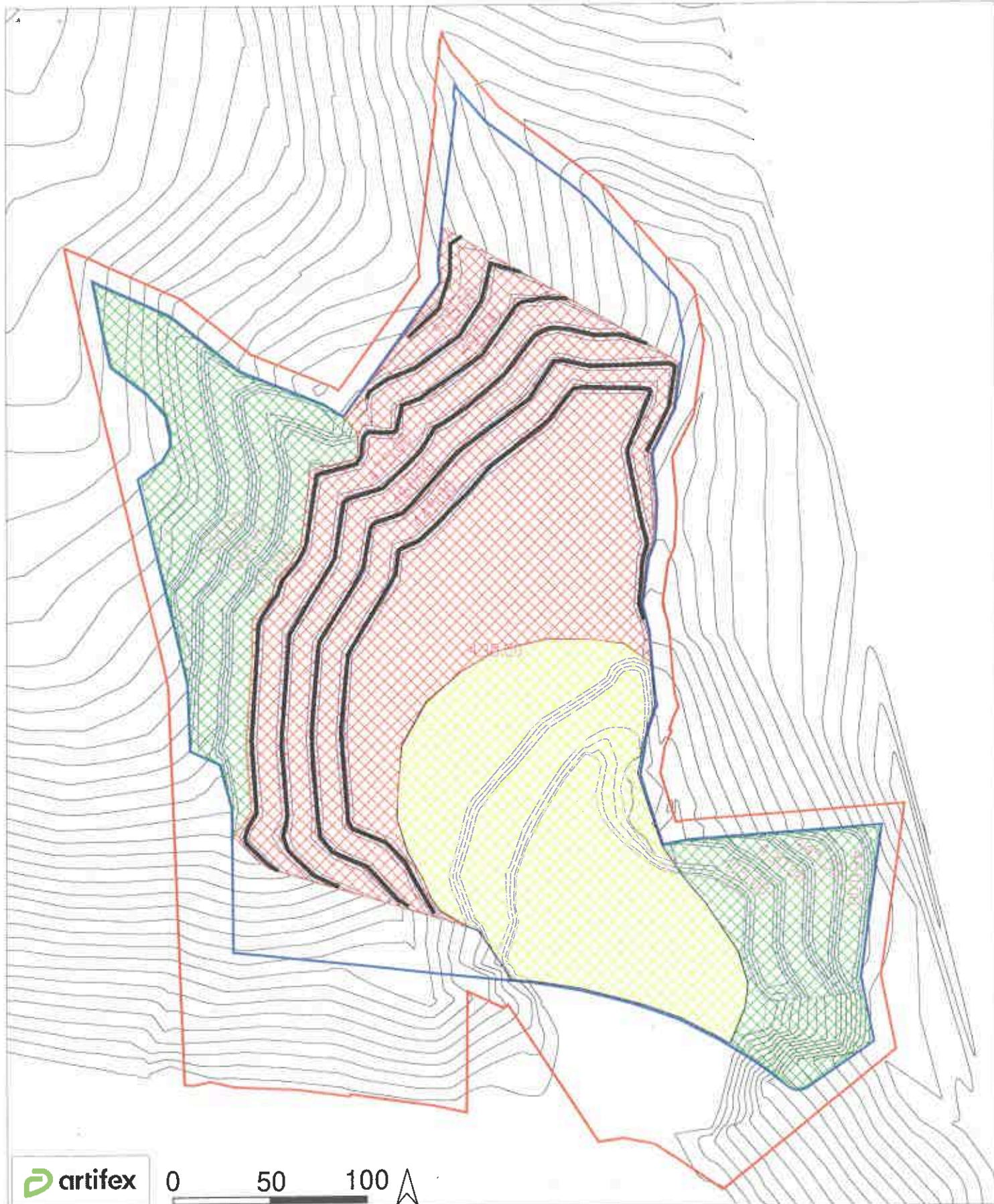
S0 : Surface non exploitée

S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées

S2 : Surface en chantier

S3 : Surface des fronts en exploitation

S4 : Surface remise en état



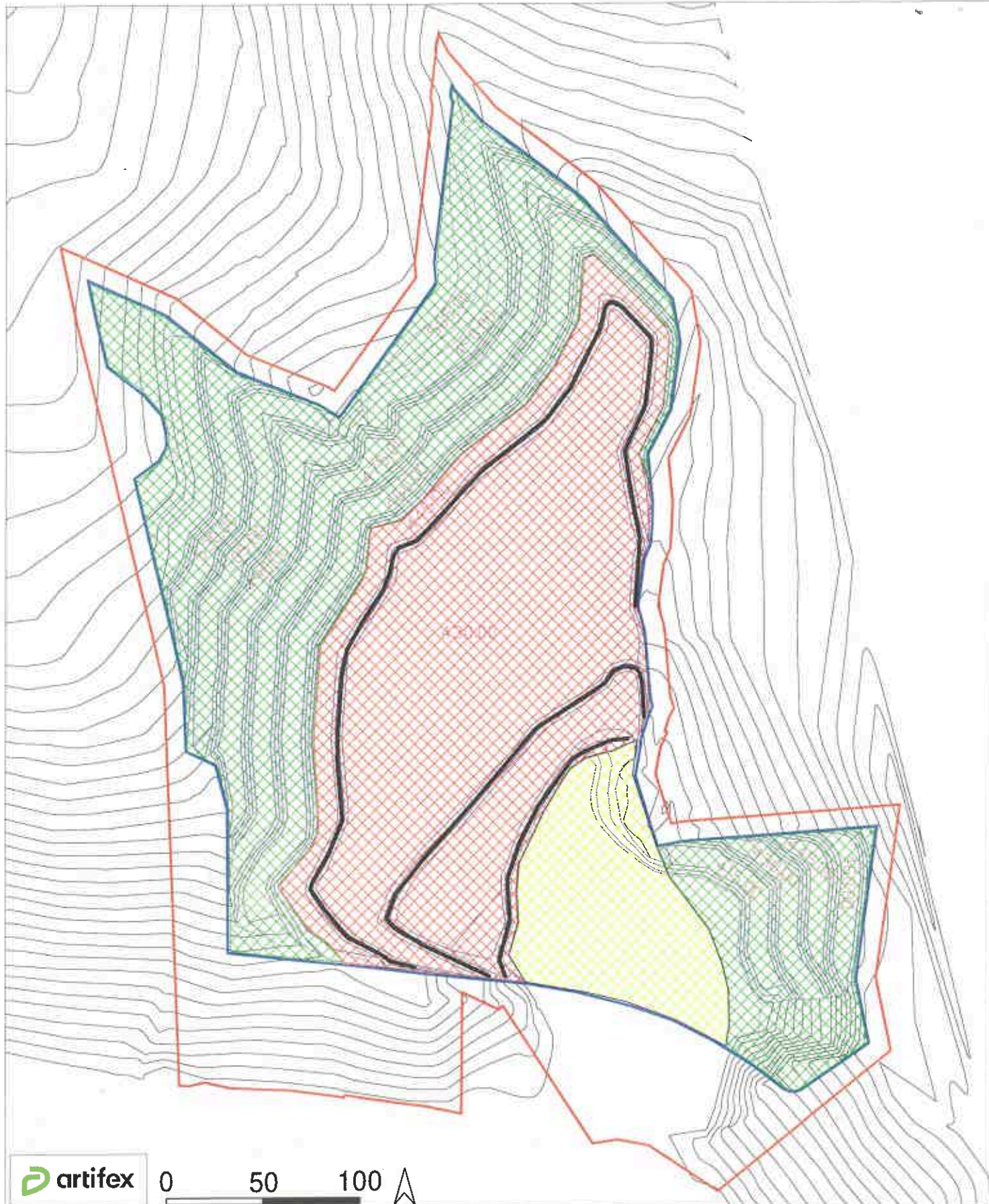
0 50 100

Garanties financières Phase quinquennale n°3 (de 10 à 15 ans)

Limite de l'autorisation demandée

Limite d'exploitation


- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- S2 : Surface en chantier
- S3 : Surface des fronts en exploitation
- S4 : Surface remise en état




0 50 100 


Garanties financières Phase quinquennale n°4 (de 15 à 20 ans)

 Limite de l'autorisation demandée

 Limite d'exploitation

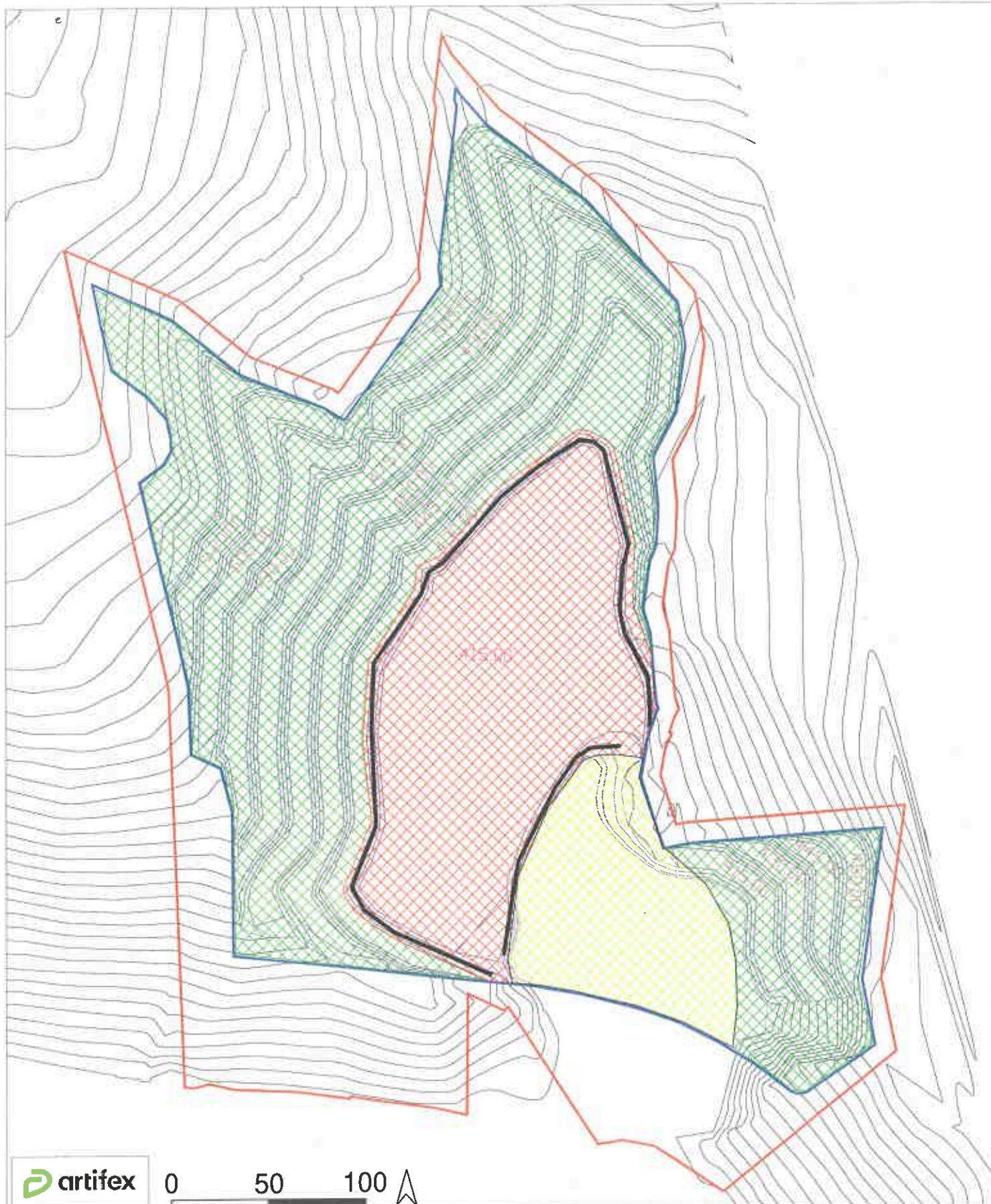
 S0 : Surface non exploitée

 S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées

 S2 : Surface en chantier

 S3 : Surface des fronts en exploitation

 S4 : Surface remise en état



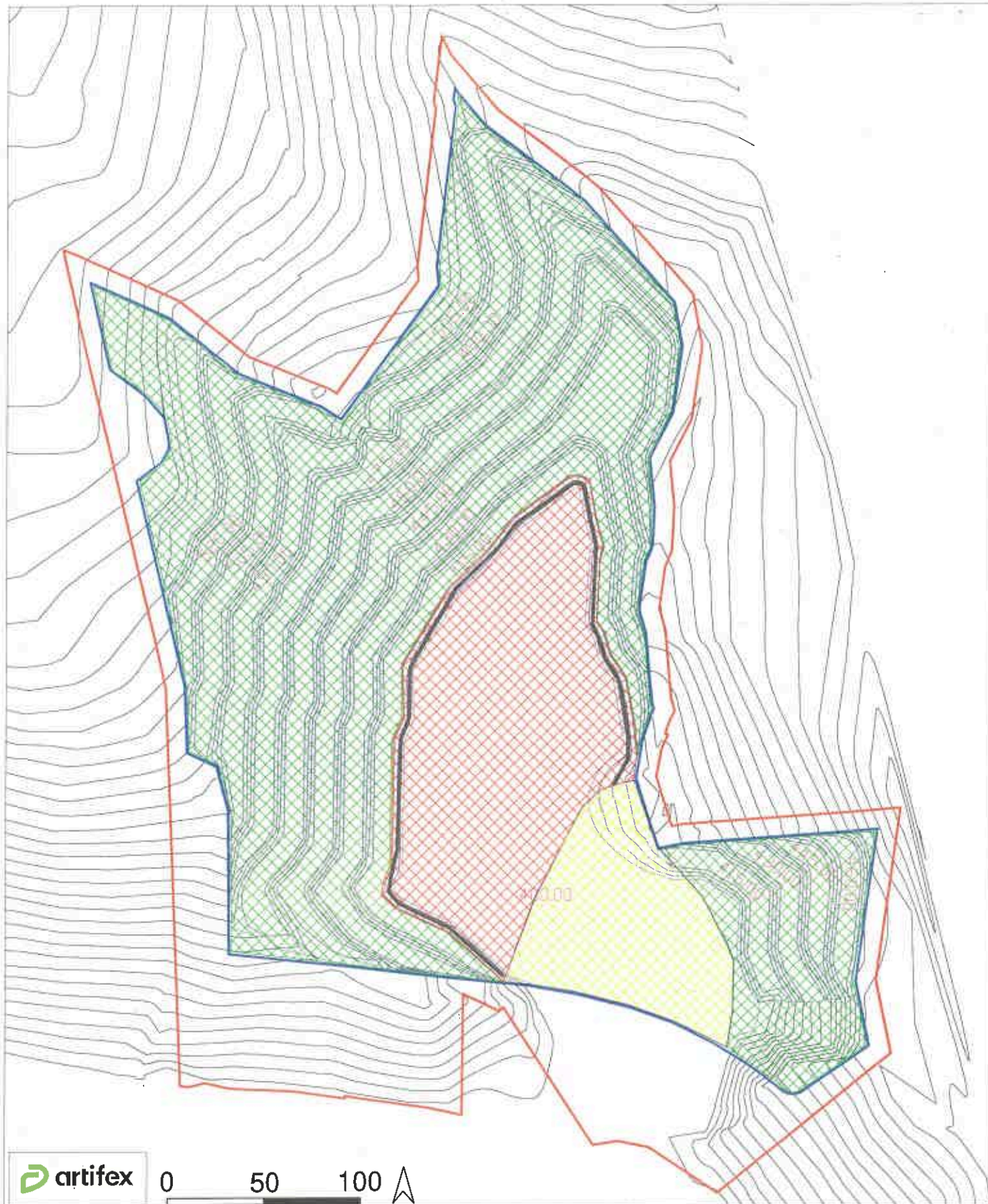
0 50 100

Garanties financières Phase quinquennale n°5 (de 20 à 25 ans)

Limite de l'autorisation demandée

Limite d'exploitation

- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- S2 : Surface en chantier
- S3 : Surface des fronts en exploitation
- S4 : Surface remise en état



0 50 100

Garanties financières Phase quinquennale n°6 (de 25 à 30 ans)

Limite de l'autorisation demandée

Limite d'exploitation

- S0 : Surface non exploitée
- S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures et des surfaces défrichées
- S2 : Surface en chantier
- S3 : Surface des fronts en exploitation
- S4 : Surface remise en état